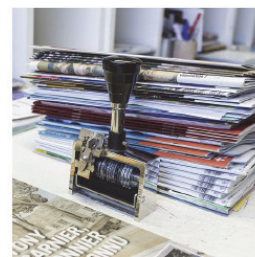
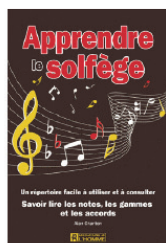
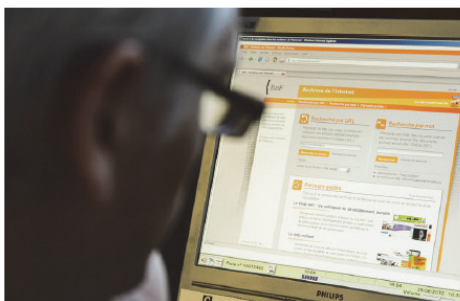




Observatoire du dépôt légal

reflet de l'édition contemporaine



données 2011

La Bibliothèque nationale de France reçoit par dépôt légal tout document édité, importé ou diffusé en France. Le dépôt légal à la BnF est organisé pour permettre la collecte, la conservation et la communication au public de documents de toute nature afin de constituer une collection patrimoniale de référence. Cette mission fondamentale de la Bibliothèque que l'on doit à François Ier –qui par ordonnance de décembre 1537 enjoignit aux imprimeurs et libraires de déposer tout livre imprimé mis en vente dans le royaume- a traversé les siècles, les mutations sociales et les innovations technologiques successives pour couvrir de très nombreuses facettes du patrimoine français. Selon le Code du Patrimoine, sont en effet soumis au dépôt légal les livres, les périodiques, les documents cartographiques, la musique imprimée, les documents graphiques et photographiques, les documents sonores, les vidéogrammes, les documents multimédias, logiciels et bases de données et même, depuis 2006, les sites Web.

Par la profondeur historique des données qu'il rassemble et parce qu'elles recouvrent l'ensemble des secteurs de l'édition – professionnelle, associative, littérature grise, publications officielles... – le dépôt légal apparaît comme une précieuse source d'information sur les grandes évolutions de l'édition française. Ces chiffres et ces analyses, régulièrement rassemblés par la BnF à des fins de gestion de ses collections, sont aujourd'hui synthétisés et diffusés dans cet Observatoire. Cette nouvelle publication annuelle de la BnF est destinée aux chercheurs mais aussi à un plus large public, et vise à leur offrir une vue singulière sur la production éditoriale nationale : celle du dépôt légal.

L'Observatoire du dépôt légal se propose de présenter pour tous les supports documentaires et les secteurs de l'édition une synthèse des tendances observées par la BnF et un réservoir de données statistiques sur les éditeurs, les imprimeurs, les genres, les disciplines, les supports, les techniques... Plusieurs *focus* viennent compléter et illustrer ces données. Il ne s'agit pas pour la BnF de constituer une source exhaustive sur l'édition française mais plutôt de proposer une vision originale, propre au dépôt légal, qui viendra utilement compléter les analyses publiées par d'autres organismes publics et privés. Une des caractéristiques de cette vision du dépôt légal est que contrairement à la plupart des études statistiques sur l'édition, elle intègre dans un même panorama l'édition commerciale et ce qu'on pourrait appeler « les zones grises du patrimoine » (l'auto-édition, l'édition associative, la presse de la société civile...) pour les différents supports de publication.

La démarche se heurte bien sûr à quelques limites méthodologiques, liées à l'organisation même du dépôt légal à la BnF. Certains ensembles documentaires peuvent être ponctuellement sur ou sous-représentés dans les statistiques, avec un décalage dans le temps en fonction de la date effective du dépôt et des activités de veille conduites par la BnF auprès des éditeurs afin de combler des lacunes. Des écarts peuvent également être liés au délai de traitement pour les opérations d'enregistrement et de signalement dans le Catalogue général de la BnF et la *Bibliographie nationale française*. Pour aider le lecteur à ne pas sur-interpréter des écarts conjoncturels et l'inviter à regarder les tendances à moyen terme, l'Observatoire présente trois années de dépôt légal. Tous les documents ne sont pas non plus traités pièce par pièce, mais sous forme de *recueils* qui permettent de regrouper par exemple dans un même ensemble des publications promotionnelles, éphémères telles que les horaires, les tarifs, les programmes de spectacle, ce qui a pour effet de biaiser certaines statistiques. Enfin, on constatera que chaque type de support requiert des unités de mesure spécifiques (on ne compte pas les sites Web comme on compte des livres) qui rendent impossible l'agrégation de toutes ces données, au risque d'en perdre le sens : c'est pour cette raison que la publication est organisée par type de support, dans l'ordre dans lequel ils figurent au sein du Code du Patrimoine, qui gouverne les principes et l'application du dépôt légal.

Un des *focus* de cette première édition analyse la tendance à la dématérialisation des périodiques et de la presse. Il nous confirme que le numérique est bien sûr la vague de fond qui traverse tous les supports de diffusion entrant dans les collections patrimoniales de la BnF et que le paysage éditorial connaît de ce fait des mutations d'une grande ampleur,

auxquelles la Bibliothèque s'adapte. Pour autant, les chiffres et les analyses proposés ici montrent bien que la situation est plus complexe qu'il n'y paraît. L'Internet n'a pas tué le papier. A l'heure du numérique, la production de livres imprimés bat en effet des records, et certaines publications nées en ligne suscitent la création de revues imprimées. C'est donc un patrimoine transformé, augmenté mais résolument multiple et composite que nos contemporains légueront aux futures générations.

Jacqueline Sanson, Directrice générale de la BnF

Table des matières

Livres.....	5
Périodiques imprimés	8
Phonogrammes	12
Vidéogrammes.....	14
Documents multimédias multisupports	16
Documents multimédias monosupport (logiciels et bases de données)	18
Dépôt légal audiovisuel sur supports : des déposants petits et grands	20
Musique imprimée.....	23
Documents cartographiques	24
Estampes et photographies	25
Sites Web.....	27
Focus : dématérialisation de l'édition de périodiques	31
Liste des indicateurs proposés dans le réservoir.....	36

Livres

Le dépôt légal des livres imprimés présente deux caractéristiques majeures : la masse et la diversité, et permet d'observer un certain nombre de tendances.

La dénomination commune de « livres imprimés » recouvre une grande diversité de documents, qui reflète la richesse et la variété des circuits de production et de diffusion de l'imprimé, au-delà de l'édition et de la librairie traditionnelles. Le champ du dépôt légal permet en effet de couvrir les zones « grises » de l'édition, telles que l'auto-édition, l'édition à compte d'auteur, l'édition associative, l'édition publique, par exemple.

La production éditoriale continue d'augmenter

Pour la première fois, le chiffre de 70 000 dépôts de livres enregistrés a été atteint et dépassé en 2011. Il reflète l'ampleur de la production, alors même que, pour des raisons de traitement interne à la BnF, un certain nombre de « livres » ne sont pas comptabilisés dans cette filière mais sont traités en périodiques (des volumes à parution annuelle), en multimédia (dès qu'ils sont accompagnés d'un support audiovisuel), en documents cartographiques (atlas ou guides de randonnée), en partition musicale, en documents d'imagerie ou en « recueil » (des documents pédagogiques ou des agendas, par exemple).

Ce sont précisément 70 109 livres qui ont été enregistrés en 2011, soit 4 % de plus qu'en 2010 (67 278).

L'augmentation du nombre de dépôts est chaque année continue et croissante : elle est de 12 % en 5 ans (62 527 en 2006), de 25 % en 10 ans (55 941 en 2001), de 57 % en 20 ans (44 530 en 1991), de 286 % en 50 ans (18 176 en 1961) !

Le tirage initial est relativement faible

Plus d'un quart des livres sont tirés à moins de 300 exemplaires (25,7 %), plus de la moitié ont un tirage compris entre 301 et 5 000 exemplaires (52 %), et 22,2 % ont un tirage supérieur à 5 000 exemplaires, dont 0,25 % seulement un tirage supérieur à 100 000 exemplaires.

Le tirage médian est quant à lui de 1 700 exemplaires en 2011, en baisse par rapport à 2010 (1 800) et 2009 (2 000). Précisons que seul le tirage initial est connu de la BnF, mais pas les chiffres de retraitage ou de réimpression à l'identique.

Le nombre de déposants augmente

Le nombre de nouveaux déposants, qui font pour la première fois un dépôt au cours de l'année 2011, est de 2 337. Ce chiffre augmente au fil des années : il était de 2 259 en 2010, et de 1 998 en 2009.

Le nombre de déposants actifs, c'est-à-dire de déposants qui font au moins un dépôt dans l'année, augmente également avec 7 206 déposants en 2011, pour 7 013 en 2010 et 6 574 en 2009.

De très nombreux petits déposants, très peu de très gros

En 2011, 48 % des déposants ne déposent qu'un seul livre dans l'année, et 86 % entre 1 et 10 livres ; 12 % en déposent entre 11 et 100, et seulement 2 % plus de 100. Seulement 3 déposants dépassent le seuil des 1 000 livres déposés.

Cette tendance s'accroît d'une année sur l'autre : ainsi, le nombre de ceux qui ne font qu'un seul dépôt dans l'année était de 2 928 en 2009, de 3 188 en 2010, et passe à 3 460 en 2011.

Les 86 % de déposants qui déposent entre 1 et 10 livres dans l'année assurent 21 % du total des dépôts reçus. Inversement, 46 % des dépôts sont assurés par le faible nombre de ceux qui déposent chacun plus de 100 livres dans l'année.

Ces pourcentages illustrent non seulement la concentration de la plus grande partie de la production entre un petit nombre d'acteurs, mais aussi un certain éparpillement des déposants, parmi lesquels les auteurs auto-édités représentent une part importante (39 % des nouveaux déposants de 2011, et 21 % des déposants actifs en 2011).

Trois acteurs majoritaires et un palmarès représentatif de la diversité des déposants

Au cours des trois dernières années, on retrouve en tête du palmarès des déposants les plus importants en nombre de dépôts les trois mêmes acteurs dans le même ordre : L'Harmattan, l'ensemble Aparis-Edilivre-Edifree (édition à compte d'auteur et auto-édition) et Hachette. En 2011, à eux trois ils ont déposé 5 689 livres, soit plus de 8 % du total des dépôts, et plus de 1 200 livres chacun (2 939 pour L'Harmattan, 1 520 pour Aparis-Edilivre-Edifree et 1 230 pour Hachette).

Les noms qui suivent dans le palmarès des 50 principaux déposants en 2011 illustrent leur diversité ainsi que la variété des dépôts. On y trouve en effet :

- les deux grands clubs de livres (le Grand livre du mois et France Loisirs),
- de grands éditeurs généralistes (Gallimard, Flammarion, Actes Sud, Albin Michel, Seuil),
- des collections au format de poche (Pocket, J'ai lu, Points, Librairie générale française),
- des catalogues de vente aux enchères (dépôts par la Chambre des commissaires priseurs),
- des romans sentimentaux ou « populaires » (Harlequin, Milady),
- de la bande dessinée ou des mangas (Glénat, MC Productions, Delcourt, Casterman, Panini France, Dargaud),
- des éditeurs universitaires, scolaires ou techniques (Dunod, Presses universitaires de France, Eyrolles, Ellipses, Nathan, Studyrama, Larousse, Presses universitaires de Rennes, ENI),
- de l'édition pour la jeunesse (Piccolia, Milan, L'Ecole des loisirs),
- de l'auto-édition ou de l'édition à compte d'auteur (auteurs émargeant à l'ISBN 978-2-7466 ou ayant leur propre ISBN, Bénévent, Amalthée, Persée, Baudelaire),
- des livres de développement personnel ou d'ésotérisme (DG Diffusion),
- de l'édition juridique (Daloz-Sirey-Delmas-Juris),
- de l'édition spécialisée (Bayard, Cerf, Fleurus),
- des livres pratiques (First, Nouvelles éditions de l'Université, Marabout),
- de « beaux livres » (La Martinière).

Centralisation et disparités régionales

On constate que le quart des déposants est parisien (24,4 % en 2011), réalisant plus de la moitié des dépôts (55 %). L'Île-de-France représente au total un peu plus du tiers des déposants (36 % en 2011), pour deux tiers des dépôts (66 % en 2011). Les régions suivantes sont, dans l'ordre décroissant en nombre de déposants : Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, puis Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Aquitaine.

La répartition géographique de l'activité d'impression est différente. Entre 2009 et 2011, un peu plus de 71 % des tirages initiaux sont réalisés en France, 21 % dans le reste de l'Europe (Italie, Espagne, Belgique...) et 6 % en Asie (essentiellement en Chine, puis à Singapour et en Malaisie). Ces proportions restent stables, même si la part de l'Asie tend à croître.

En France, les régions où les impressions sont les plus nombreuses, sont les Pays-de-la-Loire (16 % du nombre de titres imprimés en France entre 2009 et 2011), la Basse-Normandie (13,5 %), l'Île-de-France (13,2 %), puis le Centre (10,3 %). Ces 4 régions totalisent plus de la moitié de l'activité d'impression.

Des publications diverses

En 2011, 37 % des publications signalées dans la *Bibliographie nationale française – Livres* sont des **fiction**s. Cette part de la fiction a légèrement augmenté : elle n'était que de 35,6 % en 2010 et de 34,5 % en 2009. Le secteur histoire, géographie et biographies et le secteur des sciences sociales représentent chacun près de 13 % des ouvrages.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de livres indexés dans chacune des grandes catégories de la classification Dewey :

Cadre de classement	2009	2010	2011
0. Généralités	1 040	876	853
1. Philosophie, psychologie	2 945	3 049	2 875
2. Religion, théologie	2 332	2 639	2 353
3. Sciences économiques, juridiques et sociales	9 376	9 476	8 852
4. Langues et linguistique	832	716	789
5. Sciences pures	1 959	1 429	1 437
6. Sciences appliquées	8 294	6 795	7 007
7. Arts, jeux, sports	7 429	7 114	6 950
8. Littérature et techniques d'écriture	27 148	27 639	28 485
9. Histoire, géographie et biographies	9 209	9 406	8 956
Total	70 564¹	69 139	68 557

Les **publications pour la jeunesse** sont également de plus en plus nombreuses et représentent près de 11 % des parutions d'ouvrages. Ces publications sont à plus de 77 % des fictions.

A l'opposé, le nombre de **publications officielles** tend à se réduire, avec 4 499 documents signalés en 2009 et 4 136 en 2011. Ces documents relèvent principalement de l'administration, mais aussi des sciences sociales et de l'art (les catalogues d'exposition des musées publics, par exemple).

La production française se distingue également par l'importance des **collections éditoriales**. Chaque année, plus de 2 000 nouvelles collections apparaissent. Près de la moitié des livres signalés sont ainsi rattachés à une collection éditoriale (49,7 %). La proportion est un peu plus forte pour les publications destinées à la jeunesse (54 %) et très élevée dans certaines disciplines : 86 % pour l'informatique, 76 % pour le droit, 73,9 % en géographie et guides de voyages, 73 % pour la philosophie, 72,6 % en critique littéraire, 70,5 % en gestion et organisation de l'entreprise. On trouve à l'inverse moins de collections en ésotérisme (26,8 %), en arts et sports (33,1 %).

De nombreuses traductions

La proportion de publications traduites n'est pas négligeable avec chaque année plus de 13 000 livres traduits, soit près de 20 % de l'ensemble des parutions reçues.

Si plus de la moitié de ces traductions viennent de l'anglais, il faut également signaler l'importance du japonais, deuxième langue originale de traduction (11,2 %).

Les traductions sont plus nombreuses dans les domaines de la fiction : elles représentent 29,6 % de la littérature pour la jeunesse, 31,9 % des romans et 50,3 % de la bande dessinée. Sont traduites de l'anglais plus de 20% de la fiction destinée à la jeunesse, près de 25% des romans et 10,4 % des bandes dessinées. Par ailleurs, 32,4 % de la production en bande dessinée est constituée de mangas.

¹ En 2009, un rattrapage a été réalisé pour réduire des stocks liés à la croissance très élevée des dépôts en 2008.

Périodiques imprimés

En 2011, la BnF a reçu par dépôt légal 41 485 titres de périodiques imprimés, ce qui représente environ 320 000 fascicules différents reçus. Ce volume global de périodiques reçus en 2011 est en légère hausse par rapport à 2010, tant sur le nombre des titres vivants que sur le nombre des fascicules reçus, ce qui tranche avec la baisse tendancielle observée les années précédentes. Ces publications traitées sous forme de périodiques et faisant l'objet d'un signalement dans la *Bibliographie nationale française – Publications en série* comprennent :

- les titres de la presse, au sens usuel : journaux, magazines, revues, bulletins²,
- les publications à mises à jour régulières présentées sous reliure mobile (dénommées « publications à feuillets mobiles »),
- certaines publications annuelles : annuaires et répertoires, rapports d'activité des organismes publics et des grandes associations, recueils de données statistiques des organismes publics, rapports scientifiques ou techniques produits par des organisations, chronologies, catalogues périodiques de manifestations d'art.

La production éditoriale

Le 2 janvier 2012, le nombre de titres vivants reçus s'établissait à 41 485³, alors qu'il était de 40 410 au 28 janvier 2011, soit une progression de 2,66 %. Pour comparaison, en 2009 il était de 41 437. Sur 3 ans, le nombre des titres vivants reçus par dépôt légal semble donc avoir trouvé un équilibre, la moyenne s'établissant autour de 41 110 titres. Ces chiffres doivent être annoncés avec précaution néanmoins, car ils reflètent autant l'activité du service que celle de l'édition contemporaine de périodiques.

319 203 fascicules ont été enregistrés par la BnF. En 2010 le nombre des dépôts s'établissait à 314 625, en 2009 à 328 667.

	2009	2010	2011	Moyenne sur 3 ans
Titre vivants	41 437	40 410	41 485	41 110
Dépôts	328 667	314 625	319 203	320 831

Nouveautés et cessations de parutions

Le nombre de nouveaux titres et de changements de titre enregistrés chaque année se tasse depuis 2009.

	2009	2010	2011	Moyenne sur 3 ans
Nouveaux titres	2 974	2 746	2 654	2 791
Changements de titres, fusions, scissions, absorptions	823	697	727	749
Total	3 797	3 443	3 381	3 540 ⁴

²Ces titres se répartissent en plusieurs catégories :

- presse politique et d'information générale
- presse magazine (généraliste et thématique)
- presse professionnelle (hors revues de niveau recherche)
- revues scientifiques et assimilées (niveau étude et recherche)
- revues de création (arts, lettres)
- presse des administrations publiques et des collectivités territoriales
- presse d'expression politique
- presse syndicale
- presse confessionnelle
- presse de la société civile : presse associative, fanzines, presse des mouvements de pensée, presse mutualiste

³ Les chiffres relatifs aux titres vivants présentés dans le réservoir proviennent d'une extraction réalisée en date du 23/05/2012, leur nombre s'établissait alors à 41 502.

⁴ Les chiffres présentés ici peuvent être différents de ceux issus de la *Bibliographie nationale française – Publications en série*, en raison du traitement rétrospectif des bulletins paroissiaux (669) et des délais de traitement, les chiffres ayant été arrêtés au 31/12/2011.

Par ailleurs, le service d'entrées du dépôt légal des périodiques ayant mis en place de nouvelles procédures de suivi des titres permettant de tracer plus systématiquement leur devenir, le nombre des cessations de parution ou migrations vers le Web a augmenté de façon significative ces dernières années, à la faveur d'un effet rétroactif. Ainsi le nombre cumulé des cessations et migrations était de 2 218 en 2009, 2 857 en 2010, pour finir à 3 352 en 2011.

	2009	2010	2011	Moyenne sur 3 ans
Cessations, migrations	2 218	2 857	3 352	2 809

Ces différents chiffres montrent le dynamisme de l'édition de périodiques, faite de nombreuses parutions nouvelles chaque année et de changements de titres. En 2011, la moitié des titres vivants reçus par dépôt légal est apparue depuis 2000. À l'opposé, on peut observer que le cinquième des titres vivants a au moins 25 ans, avec sur les 41 485 titres étudiés, au moins 8 872 titres nés avant 1987⁵. Pour l'anecdote, le titre français le plus ancien édité en France est le *Journal des savants*⁶, créé en 1665.

Répartition par pays et par langue

L'immense majorité des périodiques est éditée en France métropolitaine, et, dans une moindre mesure, en France d'Outre-Mer. La part des titres vivants édités à l'étranger ne représente que 1,67 % du total. Par ailleurs, il est intéressant de noter que 40,75 % des publications éditées en France ont leur siège en Île-de-France.

Sans surprise, la langue française domine nettement. Les autres langues, dont les langues régionales, ne représentent en effet que 3,6 % des titres vivants déposés. Le français représente également 96 % des nouveaux titres enregistrés en 2011. Viennent ensuite les publications en plusieurs langues (multilingues ou en langues diverses) avec 2,1 %, puis l'anglais avec 1,5 %.

Répartition par thématique

On constate rapidement que les sciences économiques, juridiques et sociales sont les plus représentées, à hauteur de 43 % des publications vivantes dont la notice possède une rubrique de classement de la *Bibliographie nationale française*, et 34 % des nouveaux titres⁷. Ces thématiques recouvrent de larges secteurs d'activité : les champs politique et juridique, les publications du domaine administratif, des collectivités territoriales et intercommunalités, les publications syndicales, l'éducation, le logement, l'environnement, le domaine social, les associations de quartiers, le domaine des assurances et mutuelles, le commerce et les télécommunications.

Le domaine des généralités, qui inclut notamment la presse, c'est-à-dire les journaux et les magazines généralistes, ne vient qu'en quatrième position des titres vivants. Ce secteur reste néanmoins dynamique avec 441 nouveaux titres (11 %), dont 92 magazines généraux, 87 publications pour la jeunesse, 79 journaux d'information générale, 42 magazines féminins et masculins, 17 journaux d'annonces, 108 journaux internes d'entreprise et 16 fanzines.

La presse magazine rassemble aussi les magazines thématiques (environ 600 nouveaux titres par an), éparpillés sous de nombreuses rubriques en fonction de leurs sujets, les principales de ces rubriques étant, dans l'ordre décroissant : « Sports », « Jeux et divertissements d'intérieur », « Économie domestique/vie pratique, hôtellerie », « Bandes dessinées », « Dessin, arts décoratifs, artisanat d'art ».

⁵ Date de l'application d'un cadre de classement aux périodiques dans la *Bibliographie nationale française*.

⁶ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb343488023/PUBLIC>

⁷ Un chiffre plus faible que les années précédentes, en raison du chantier de rattrapage des bulletins paroissiaux en 2011. La part des sciences économiques, juridiques et sociales était de 39,5 % en 2010 et 44 % en 2009.

La deuxième thématique parmi les titres vivants correspond au domaine des sciences appliquées, qui réunit les technologies, la médecine, l'industrie et l'agriculture ; la troisième correspond aux arts, jeux et sports.

Cadre de classement	Titres vivants en 2011		Nouveaux titres en 2011	
	Nb	% du total	Nb	% du total
0. Généralités	3 554	10,9 %	513	13,2 %
1. Philosophie, psychologie	281	0,9 %	34	0,9 %
2. Religion, théologie	1 743	5,3%	691	17,8 %
3. Sciences économiques, juridiques et sociales	14 144	43,3 %	1 335	34,4 %
4. Linguistique	71	0,2 %	9	0,2 %
5. Sciences pures	708	2,2 %	32	0,8 %
6. Sciences appliquées	5 124	15,7 %	546	14 %
7. Arts, jeux, sports	3 891	11,9 %	492	12,6 %
8. Littérature	1 045	3,2 %	68	1,8 %
9. Histoire et géographie	2 069	6,3 %	167	4,3 %
Total de notices indexées	32 630	100 %	3 889	100 %

Répartition par périodicité

Les périodicités les plus longues sont les plus représentées, les publications annuelles se taillent la part du lion avec 25 % des titres vivants, suivies par les trimestriels et les semestriels. Ces trois fréquences dominent également largement sur les nouveaux titres 2011, une grosse moitié des périodiques se répartissant entre trimestriels (22 %), annuels (16,5 %) et bimestriels (14 %).

Les quotidiens reçus par dépôt légal sont au nombre de 242, dont 130 sont des titres de la presse quotidienne nationale (PQN) et régionale (PQR), hors éditions locales. Celles-ci sont parfois très nombreuses, avec, pour *Ouest-France*⁸, 42 éditions locales en 2009, 47 en 2010 et 53 en 2011. La PQN et les éditions principales de la PQR représentent près de 41 000 fascicules reçus en 2011. Les 112 quotidiens restants relèvent entre autres de la presse professionnelle (par exemple, *BIP : bulletin de l'industrie pétrolière*⁹), de la presse administrative (*BODACC : bulletin officiel des annonces civiles et commerciales*¹⁰), de la presse sportive (*Paris turf. Sport complet*¹¹), etc.

Très à la marge, quelques publications adoptent une périodicité atypique. On peut citer pour exemple *La Bougie du sapeur*¹² qui paraît tous les 29 février, *Tango*¹³ qui publie 4 numéros semestriels tous les 25 ans, *Métamorphe*¹⁴, séléno périodique (un n° tous les 28 jours), ou encore *Le Quinson de Montbéliard*¹⁵, centennal, dont le deuxième numéro a paru en 2011.

	Répartition par périodicités titres vivants	%
Triennal	690	1,7 %
Biennal	897	2,2 %
Annuel	10 390	25,0 %
Semestriel	6 006	14,6 %
3 fois par an	2 833	6,9 %
Trimestriel	8 956	21,6 %
Bimestriel	4 701	11,3 %
Mensuel	4 627	11,1 %

⁸ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb328305617/PUBLIC>

⁹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34374505z/PUBLIC>

¹⁰ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb343975200/PUBLIC>

¹¹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34398112h/PUBLIC>

¹² <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34392026g/PUBLIC>

¹³ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb343912828/PUBLIC>

¹⁴ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40941401j/PUBLIC>

¹⁵ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42559624g/PUBLIC>

	Répartition par périodicités titres vivants	%
Bimensuel	241	0,6 %
Toutes les 2 semaines	276	0,7 %
3 fois par mois	19	0,0 %
Hebdomadaire	1 086	2,6 %
Semi-hebdomadaire	34	0,9 %
3 fois par semaine	8	0,0 %
5 jours par semaine ¹⁶	1	0,0 %
Quotidien	242	0,6 %
Irrégulier, autres périodes	495	1,2 %

Répartition par autres catégories

D'autres aperçus peuvent être fournis sur les nouveaux titres signalés en 2011, mais, faute de données suffisantes, ne peuvent être communiqués pour l'ensemble des titres vivants.

Niveau documentaire : On décompte 357 publications qui relèvent du niveau « étude et recherche », soit 9,3 %.

Publications officielles : Les publications dont l'éditeur est un organisme de droit public représentent 19,5 % des nouveaux titres (762 titres). Dans l'ensemble des titres vivants, la part des publications officielles est de 20,7 %.

Catégories de publications : En 2011, une répartition par grandes catégories a été mise en place¹⁷. On relèvera la présence significative des revues scientifiques (7,7 %) et de la presse professionnelle (7 %) ; la persistance des publications à reliure mobile, éditées sous version imprimée, peut surprendre, même si leur usage est maintenant optimisé par la consultation des sites Web associés.

Total des nouveaux titres annoncés en 2011	3 220
Presse magazine	816
Revue scientifique	247
Presse professionnelle	225
Rapports d'activité	136
Publications pour la jeunesse	117
Journaux internes d'entreprise	108
Annuaire et répertoire	97
Presse nationale et locale d'information générale	79
Recueils statistiques	77
Bandes dessinées	46
Presse syndicale	33
Presse d'expression politique	33
Journaux d'annonces	17
Publications à reliure mobile	16
Fanzines	16

On signalera enfin le développement d'un nouveau produit éditorial, le « **mook** », qui tient à la fois du magazine et du livre : diffusé en librairie et souvent aussi en kiosque, il associe une maquette soignée et très illustrée à un contenu documentaire reposant sur des articles longs et approfondis (*XXI*¹⁸, *Hey ! modern art & pop culture*¹⁹, *Polka magazine*²⁰, *Schmock*²¹, etc.)

¹⁶ Nouvelle périodicité utilisée depuis peu.

¹⁷ La presse associative sera identifiée à partir des données 2012.

¹⁸ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41215977f/PUBLIC>

¹⁹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb424927581/PUBLIC>

²⁰ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41242681r/PUBLIC>

²¹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42466272j/PUBLIC>

Documents spécialisés et audiovisuels

Depuis ses origines, le dépôt légal des documents audiovisuels témoigne d'usages, de réalités et de modes de diffusion divers, commerciaux et non commerciaux, sur lesquels il est délicat de porter un regard global.

Par ailleurs, les termes de la législation sur le dépôt légal recouvrent un très large périmètre alors même que cette obligation récente nécessite toujours un travail de prospection, de pédagogie et de relance. Si la collecte traduit la réalité de la production et de la diffusion des documents, c'est avec le biais fort des priorités définies pour la veille éditoriale.

Phonogrammes

Entrées et supports

Année	2009	2010	2011
Nombre de dépôts	10 253	10 006	9 555

Avec plus de 96 % des dépôts de phonogrammes, le support optique (principalement le CD-audio) a définitivement supplanté tous les autres supports. Seul le microsillon apparaît encore de manière significative (environ 3 % des dépôts) et permanente. Les productions dématérialisées, qui ne sont pas prises en compte dans ce tableau, sont amenées à se développer. Un des nouveaux enjeux du dépôt légal est de suivre le passage d'une partie de l'édition physique à l'édition numérique et de ne perdre ni les contenus sonores, ni les contenus éditoriaux de ces nouveaux « supports ». Ce passage poursuit son accélération, même si le marché du physique reste majoritaire.

La vente et l'édition numériques revêtent, telles que nous pouvons les constater, plusieurs aspects : album indisponible sous forme physique quand les tirages seraient trop peu nombreux, album téléchargeable gratuitement sur des boutiques en ligne spécialisées, etc. Une étude du Mila sur l'Île-de-France fait ainsi apparaître que 51 % des labels franciliens sondés réalisent 30 % ou plus de leur chiffre d'affaires grâce à ces nouvelles formes de diffusion.

Déposants

Année	2009	2010	2011
Nombre de déposants	675	490	457

L'industrie du disque est en mutation profonde : les majors sont en restructuration quasi-permanente ; le marché du disque est émietté (multiplication des petits labels, auto-productions) ; d'autres formes éditoriales deviennent des acteurs majeurs de la diffusion musicale, dont au premier rang l'Internet.

Le morcellement de l'édition musicale se poursuit : les micro-labels, associations ou labels sont toujours plus nombreux, partout en France ; ils sortent moins de titres et disparaissent aussi plus rapidement par liquidation judiciaire ou faillite. Ce constat recoupe l'étude du Mila sur l'Île-de-France (où sont également implantés les quatre majors et les principaux indépendants) : 34 % des labels sondés ont été créés après 2004 ; un tiers ne se compose que d'une personne ; 70 % des labels n'ont produit en 2010 que cinq références.

Avec un taux de renouvellement d'environ 50 % du nombre de déposants en 2010-2011, l'extrême vitalité de la production phonographique se confirme.

Liste des principaux déposants	2009	2010	2011
Abeille musique consultants et diffusions	257	863	869
Compagnie du savoir	n. a. ²²	n. a.	261
EMI Music France	1 256	1 243	1 408
Encore Merci sarl Éditions et productions musicales	n. a.	347	n. a.
Harmonia mundi	816	406	677
Naive	476	424	n. a.
Sony Music Entertainment	1 000	940	949
Universal division Mercury	284	n. a.	340
Universal division Polydor	544	356	413
Universal licensing music	630	630	518
Wagram music	656	873	567
Warner music france	463	729	566

On constate, et c'est le résultat de l'évolution de la production, une baisse du poids des majors qui représentent en 2010 un peu moins de la moitié des dépôts.

Il convient dans ce tableau de regrouper toutes les lignes du groupe Universal, y compris celles qui n'apparaissent pas (Barclay, Import). On s'aperçoit alors qu'avec 4 655 dépôts sur les trois dernières années, le groupe Universal est bien le principal déposant devant EMI et Sony.

Moyenne et médiane des dépôts

Année	2009	2010	2011
Moyenne de dépôts par déposant	17,2	14,2	16,2
Médiane des dépôts	1	1	2

Nombre de dépôts et de déposants par tranche de dépôts

Tranches	2009				2010				2011			
	Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants	
Plus de 50	7 582	74 %	23	3,4 %	8 272	82,7 %	25	5,1 %	7 729	80,9 %	20	4,4 %
10 à 49	1 467	14,3 %	72	10,7 %	889	8,9 %	43	8,8 %	986	10,3 %	46	10,1 %
2 à 9	864	8,4 %	240	35,6 %	577	5,8 %	154	31,4 %	616	6,5 %	167	36,5 %
1	340	3,3 %	340	50,4 %	268	2,7 %	268	54,7 %	224	2,3 %	224	49 %
Total	10 253	100 %	675	100 %	10 006	100 %	490	100 %	9 555	100 %	457	100 %

Avec la moitié des déposants qui n'effectuent qu'un seul dépôt par an (et très souvent un seul dépôt sur les trois années, cf. taux de renouvellement) et plus de 80 % effectuant moins de dix dépôts par an (là aussi à mettre en perspective sur l'ensemble de la période), ces chiffres montrent le développement de la petite et auto-édition, souvent en complément du spectacle vivant et de productions sur l'Internet.

Les périodiques sonores

L'âge médian des onze titres de périodiques vivants est de cinq ans (2006). Aucun périodique n'a cessé de paraître en 2009, 2010, 2011.

Sur les onze titres de périodiques vivants, dix viennent d'Île-de-France et un d'Auvergne.

²² La mention « n. a. » (non applicable) indique que le déposant concerné ne faisait pas cette année-là partie des dix plus gros déposants de l'année, non qu'il n'a déposé aucun document.

Vidéogrammes

Entrées et supports

Année	2009	2010	2011
Nombre de dépôts	8 832	8 789	8 396

Le DVD, concurrencé par les modes de diffusion dématérialisée, décline mais reste le support utilisé par la grande majorité des éditeurs. Les dépôts de Blu-ray Disc augmentent. Sans concurrent véritable en diffusion dématérialisée, il est pour le moment l'apanage des majors de l'édition commerciale.

Le dépôt légal de documents publiés de longue date s'est accéléré au cours des dernières années, du fait d'un effort de prospection en direction de certains types de producteurs de documents audiovisuels que la BnF n'avait guère sollicités jusque-là.. Si l'édition commerciale sur VHS a quasiment disparu, les dépôts de bandes magnétiques, supports à présents obsolètes, sont ainsi en forte progression en 2011 du fait d'une prospection appuyée en direction de la production audiovisuelle hors commerce qui a débouché sur d'importants dépôts rétrospectifs.

Les fichiers dématérialisés correspondent à des documents diffusés sans édition matérielle sur support (projection, circuits fermés, bornes publiques, mise en ligne...) : il s'agit soit de dépôts numériques natifs, soit d'éléments prêtés par les déposants pour numérisation par les soins de la BnF (selon les modalités prévues par l'art. 4 du décret n° 93-1429 du 31 décembre 1993 relatif au dépôt légal).

Déposants

Année	2009	2010	2011
Nombre de déposants	514	619	501

Le nombre de déposants actifs en 2011 est en baisse. Cette baisse suffit à expliquer celle du nombre de dépôts, puisque le nombre de dépôts moyen par déposant reste stable. On remarque par contre que le nombre de nouveaux déposants reste à peu près identique. Ce double constat est le signe soit d'une irrégularité plus grande dans le dépôt (qui se constate de la part de certains éditeurs), soit d'une augmentation du nombre des producteurs audiovisuels occasionnels (la chose est évidente du côté des associations).

Liste des principaux déposants	2009	2010	2011
Bibliothèque publique d'information	474	675	n. a. ²³
Carmen	n. a.	n. a.	258
Centre national du cinéma et de l'image animée	824	n. a.	n. a.
Concorde	204	169	n. a.
École internationale de création audiovisuelle et de réalisation	n. a.	n. a.	206
Fédération française de cinéma et vidéo	721	n. a.	n. a.
Fox Pathé Europa	387	169	772
Jakaranda	n. a.	n. a.	167
Maria Koleva films	n. a.	194	n. a.
Médiathèque des trois mondes	n. a.	n. a.	423
Metropolitan filmexport	n. a.	n. a.	306
Opening	n. a.	195	n. a.
Opsomai	n. a.	n. a.	294
Paramount home entertainment France	211	n. a.	211

²³ La mention « n. a. » (non applicable) indique que le déposant concerné ne faisait pas cette année-là partie des dix plus gros déposants de l'année, non qu'il n'a déposé aucun document.

Liste des principaux déposants	2009	2010	2011
Société nouvelle de distribution	n. a.	180	n. a.
Telsev	269	330	305
TF1 vidéo	269	594	n. a.
Union pour un mouvement populaire	n. a.	173	n. a.
Universal StudioCanal vidéo	271	278	249
Walt Disney studios home entertainment	n. a.	293	n. a.
Warner home video	222	n. a.	n. a.

La volonté de collecter la production audiovisuelle dans toutes ses composantes apparaît dans ce classement. On y trouve des éditeurs ayant déposé leur production de l'année courante, des éditeurs ayant déposé leurs catalogues entiers à titre rétrospectif, des éditeurs de films d'entreprise et institutionnels, une école de création audiovisuelle déposant les travaux de ses élèves.

Moyenne et médiane des dépôts

Année	2009	2010	2011
Moyenne de dépôts par déposant	15,2	20,5	20,9
Médiane des dépôts	2	2	2

Nombre de dépôts et de déposants par tranche de dépôts

Tranches	2009				2010				2011			
	Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants	
Plus de 50	6 574	74,4 %	42	8,2 %	5 710	66 %	36	5,8 %	6 067	72,3 %	42	8,4 %
10 à 49	1 349	15,3 %	66	12,9 %	1 986	22,6 %	92	14,9 %	1 482	17,7 %	67	13,4 %
2 à 9	685	7,8 %	181	35,3 %	817	9,3 %	215	34,7 %	616	7,3 %	161	32,1 %
1	224	2,5 %	224	43,7 %	276	3,1 %	276	44,6 %	231	2,7 %	231	46,1 %
Total	8 832	100 %	513	100 %	8 789	100 %	619	100 %	8 396	100 %	501	100 %

Documents multimédias multisupports

Entrées et supports

Année	2009	2010	2011
Nombre de dépôts	1 813	2 566	2 252

Par définition, un document multisupports est composé de plusieurs supports de nature différente. CD-audio, DVD-vidéo, CD-ROM, DVD-ROM dominant, CD-MP3 et mémoires USB progressent, de nombreux autres supports sont déposés en quantités relativement faibles.

Le multimédia multisupports évolue vers de nouvelles formes : le support optique tend à être remplacé par un lien vers l'Internet où il est possible de récupérer le contenu précédemment gravé sur disque. Ces nouvelles formes n'étant pas toujours identifiées, elles ne sont pas traitées en multisupports.

Des traitements rétrospectifs expliquent la présence dans les tableaux de l'Observatoire de supports anciens comme la diapositive, la bande magnétique audio, le disque microsillon, le disque souple ou le film fixe.

Dépôts

Année	2009	2010	2011
Nombre de déposants	541	566	600

L'analyse du secteur révèle l'importance des déposants uniques et prouve qu'à côté de secteurs bien identifiés comme l'édition scolaire ou la littérature pour la jeunesse, une grande partie des déposants n'est pas spécifiquement multisupports.

Liste des principaux déposants ²⁴	2009	2010	2011
Assimil	26	45	51
Atlas	n. a.	58	30
Bayard presse jeune	n. a.	37	n. a.
Bourelle éducation	n. a.	n. a.	41
Cle international s/c Nathan-SEJER	27	n. a.	n. a.
Éditions Casteilla	28	n. a.	n. a.
Éditions DPF	n. a.	85	n. a.
Fontaine Picard	40	41	43
Fuzeau	n. a.	n. a.	34
Hachette collections	28	n. a.	n. a.
Hachette éducation	47	32	0
Librairie Armand Colin	n. a.	119	n. a. ²⁵
M6 interactions	n. a.	35	32
Micro application - Avanquest	37	n. a.	n. a.
Nouvelles éditions de l'université	n. a.	32	30
Pearson éducation	28	n. a.	n. a.
Polygram collections	26	297	156
SEP GESEP	45	n. a.	n. a.
Télé 7 jours	n. a.	n. a.	30
TF1 video	n. a.	32	53

²⁴ Les déposants apparaissant dans la liste ci-dessus peuvent éditer des monographies ou des suites fermées (ensemble clos de monographies ou prévu pour être clos en un nombre limité de parties).

²⁵ La mention « n. a. » (non applicable) indique que le déposant concerné ne faisait pas cette année-là partie des dix plus gros déposants de l'année, non qu'il n'a déposé aucun document.

Moyenne et médiane des dépôts

Année	2009	2010	2011
Moyenne de dépôts par déposant	3,35	4,55	3,75
Médiane des dépôts	1	1	1

Nombre de dépôts et de déposants par tranche de dépôts

Tranches	2009				2010				2011			
	Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants	
Plus de 50	102	5,6 %	1	0,2 %	708	27,6 %	5	0,9 %	260	11,6 %	3	0,5 %
10 à 49	810	44,7 %	41	7,6 %	889	34,6 %	46	8,2 %	1 013	46 %	55	9,2 %
2 à 9	578	31,9 %	174	32,3 %	644	25,1 %	188	33,3 %	618	27,4 %	181	30,2 %
1	323	17,8 %	323	59,9 %	325	12,7 %	325	57,6 %	361	16 %	361	60,2 %
<i>Total</i>	<i>1 813</i>	<i>100 %</i>	<i>539</i>	<i>100 %</i>	<i>2 566</i>	<i>100 %</i>	<i>564</i>	<i>100 %</i>	<i>2 252</i>	<i>100 %</i>	<i>600</i>	<i>100 %</i>

Ces indicateurs montrent à la fois une stabilité dans les proportions et une accentuation de la forte disparité des déposants et des dépôts : les déposants actifs sont toujours plus nombreux, de même que les éditeurs ne déposant qu'un document dans l'année. Comme toujours, les déposants multisupports se caractérisent par une très grande variété, des grands groupes éditoriaux aux structures indépendantes en passant par les secteurs jeunesse et associatif.

Les périodiques multimédias multisupports

L'âge médian des 177 titres de périodiques vivants est de quatre ans (2007).

Cessation	2009	2010	2011	Total
totale (éléments imprimé et audiovisuel)	28	39	21	88
partielle (élément audiovisuel seul)	3	7	5	15

Documents multimédias monosupport (logiciels et bases de données)

Entrées et supports

Année	2009	2010	2011
Nombre de dépôts	2 528	2 102	2 738

Le jeu vidéo, secteur de dépôt très actif, représente environ 20 % des dépôts en 2011 contre environ 30 % en 2009 et 2010 : cette différence relative s'explique principalement par l'arrivée de nouveaux déposants de secteurs autres, notamment les documents dématérialisés dont le dépôt légal, jusque-là relativement anecdotique, a pris une grande ampleur en 2011..

Déposants

Année	2009	2010	2011
Nombre de déposants	369	294	293

Liste des principaux déposants	2009	2010	2011
Activision blizzard	97	73	83
Avanquest France	158	n. a. ²⁶	n. a.
BES éditions	0	0.	116
CDIP	0	53	n. a.
Ciel	n. a.	0	56
CNDP	n. a.	50	n. a.
EBP informatique	n. a.	118	108
Electronic arts France	61	59	n. a.
Elephorm	n. a.	61	n. a.
FCA Barbero	78	48	n. a.
Institut géographique national	0	0	304
Jeulin	0	51	n. a.
Koch media	72	n. a.	n. a.
Micro application – Avanquest	313	302	148
Microsoft	73	n. a.	n. a.
Namco Bandai partners France	66	n. a.	64
ROM ROM ROM Publishing	58	47	n. a.
Scientechnix	0	0	308
Ubisoft	133	n. a.	75
XYNOPS	0	0	89

À noter que Rom Rom publishing est en réalité un éditeur de titres de périodiques qui furent traités en monographies jusqu'en 2010.

Moyenne et médiane des dépôts

Année	2009	2010	2011
Moyenne de dépôts par déposant	6,85	7,15	9,35
Médiane des dépôts	1	1	1

²⁶ La mention « n. a. » (non applicable) indique que le déposant concerné ne faisait pas cette année-là partie des dix plus gros déposants de l'année, non qu'il n'a déposé aucun document.

Nombre de dépôts et de déposants par tranche de dépôts

Tranche	2009				2010				2011			
	Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants		Dépôts		Déposants	
Plus de 50	1 215	48,1 %	12	3,2 %	767	36,5 %	8	2,7 %	1 457	53,2 %	12	4,1 %
10 à 49	683	27 %	35	9,5 %	852	40,5 %	38	13 %	804	29,4 %	35	11,9 %
2 à 9	426	16,9 %	118	32 %	326	15,5 %	91	30,9 %	333	12,2 %	103	35,2 %
1	204	8,1 %	204	55,3 %	157	7,5 %	157	53,4 %	143	5,2 %	143	48,8 %
<i>Total</i>	<i>2 528</i>	<i>100 %</i>	<i>369</i>	<i>100 %</i>	<i>2 102</i>	<i>100 %</i>	<i>294</i>	<i>100 %</i>	<i>2 737</i>	<i>100 %</i>	<i>293</i>	<i>100 %</i>

Le nombre de déposants moyens et petits reste relativement stable. Il faut également noter que beaucoup de déposants, surtout parmi les petits, ne relèvent pas d'une logique éditoriale qui passerait par une production régulière mais publient seulement un titre ou deux de manière ponctuelle, d'où un taux de rotation très important : sur les déposants actifs en 2010, seulement 87 l'ont été en 2011, soit 33,46 %.

Les périodiques multimédias monosupport

Les périodiques électroniques sont toujours composés pour une bonne part de bases de données dont les mises à jour régulières ou les rééditions annuelles justifient un traitement de ce type. L'édition électronique sur support est devenue la règle pour les publications administratives des collectivités territoriales.

L'âge médian des 453 titres de périodiques vivants est de dix ans (2002). Les cessations (0 en 2009, 44 en 2010, 41 en 2011) correspondent pour la plupart à des passages en ligne des compléments, précédemment sur support optique, de publications à feuillets mobiles.

Dépôt légal audiovisuel sur supports : des déposants petits et grands

Très régulièrement, des études sur le marché physique des phonogrammes et des vidéogrammes ²⁷ pointent le fait qu'après avoir atteint un pic au milieu des années 2000, le support physique recule en part de marché et en nombre d'unités (assez brutalement pour les phonogrammes, lentement pour les vidéogrammes) au bénéfice de l'ensemble des modes d'accès dématérialisés. Cette érosion a des effets sur les politiques d'édition mais cela ne se traduit pas de la même manière dans tous les secteurs et pour tous les types d'éditions.

Il est délicat d'extrapoler des tendances à partir des variations annuelles de la part relative des déposants gros (plus de 50 dépôts par an), moyens (10 à 49 dépôts) et petits (moins de 20 dépôts). La répartition apparaît en fait plutôt stable (cf. les tableaux « Nombre de dépôts et de déposants par tranche de dépôts » des synthèses des divers médias).

Il est instructif en revanche de mesurer l'évolution du nombre moyen de dépôts par déposant, à condition de le faire sur une longue période et de lisser les variations annuelles accidentelles. Pour ce faire, on a considéré des périodes de trois ans « glissantes ».

Phonogrammes

	Déposants	Dépôts	Ratio dépôt / déposant
2003-2005	908	40 471	44,57
2004-2006	1 011	36 489	36,09
2005-2007	1 005	32 974	32,81
2006-2008	1 008	31 703	31,45
2007-2009	1 231	30 229	24,56
2008-2010	1 289	30 352	23,55
2009-2011	1 298	29 814	22,97

Jusqu'à la fin du XX^e siècle, l'autoproduction dans le domaine de l'édition phonographique reste un phénomène marginal et le passage par un studio professionnel parrainé par un label pour l'enregistrement d'un disque, obligatoire. Au cours des années 2000, l'apparition de l'Internet et le développement de technologies de plus en plus complexes rendues accessibles au plus grand nombre favorisent l'émergence d'une production qui s'affranchit des contraintes des maisons de disques traditionnelles. La qualité et le son professionnels peuvent dorénavant s'obtenir depuis chez soi. Une mutation est en marche : l'autoproduction explose et la production phonographique se disperse aux quatre coins de l'hexagone et des outre-mer. Ce ne sont plus quelques dizaines ou centaines de catalogues d'éditeurs qui constituent le panorama de veille mais des centaines ou milliers de micro-productions, aux répertoires plus ou moins étoffés, parfois quelques unités seulement. Enfin, alors que l'on a annoncé sa disparition certaine, le support physique, essentiellement optique mais aussi vinyle, résiste et retrouve même une nouvelle vigueur, notamment au travers d'éditions de prestige qui proposent des contenus exclusifs ou inédits destinés à des publics ciblés.

Le dépôt légal rend compte, même incomplètement, de cette nouvelle réalité. Le nombre de déposants augmente tout au long de la décennie alors que le chiffre des dépôts ne cesse de diminuer. La moyenne des dépôts par déposant quant à elle n'est pas loin d'être divisée par deux.

Ces chiffres traduisent une évolution notable et irréversible tant dans les procédés de production que ceux de diffusion qui ne sont plus l'apanage de seules sociétés dont c'est la principale ou unique activité : particuliers, associations, collectivités, sociétés de spectacles, institutionnels ont investi, parfois uniquement en région, un champ transformé par des pratiques liées aux nouvelles technologies alors que, dans le même temps, des acteurs historiques de l'édition phonographique disparaissent.

²⁷ Le dépôt légal audiovisuel inclut également depuis 2008 des fichiers numériques qui ne seront pas évoqués.

Vidéogrammes

	Déposants	Dépôts	Ratio dépôt / déposant
2003-2005	652	22 985	35,25
2004-2006	848	25 799	30,42
2005-2007	920	24 937	27,11
2006-2008	1 196	27 945	23,37
2007-2009	1 236	28 121	22,75
2008-2010	1 355	29 641	21,88
2009-2011	1 236	26 017	21,05

On assiste bien ici à une évolution très significative, qui est une tendance longue et prononcée à la diminution du nombre moyen de dépôts par déposant. L'évolution rapide entre 2003-2005 et 2005-2007 peut être mise en partie sur le compte d'un effort de veille éditoriale par la BnF plus accentué. Cette explication n'est plus guère valable ensuite. Or, pour être plus en pente douce, la diminution dans les années 2005-2007 à 2009-2011 n'en est pas moins notable et jamais démentie. Le passage de 27 dépôts à 21 dépôts en moyenne par période de trois ans indique une dispersion progressive de l'édition plus sûrement que la distribution gros-moyens-petits (cf. le tableau « Nombre de dépôts et de déposants par tranche de dépôts » de la synthèse sur les vidéogrammes) ou que le nombre de déposants (cf. le tableau « Nombre de déposants » de la synthèse sur les vidéogrammes).

En nombre de dépôts, les « majors » (éditeurs vidéo intégrés à des groupes de cinéma ou de télévision) pèsent d'un poids à peu près égal depuis 2006 (1 700 à 2 000 dépôts par an). En se penchant sur la nature des supports reçus, on constate cependant au cours de la période un net recul du DVD vidéo (- 27 % en 2011 par rapport à 2010), support devenu banal et à faible valeur ajoutée, alors qu'émerge à l'inverse le Blu-ray Disc, support de la vidéo haute définition.

Bien qu'ils pèsent d'un poids mince dans l'ensemble des dépôts, les petits déposants, et surtout ceux que l'on pourrait appeler les « micro-déposants » (1 seul dépôt par an), sont représentatifs des diverses formes d'appropriation des moyens de production et de diffusion de la vidéo par les acteurs sociaux les plus divers. Ceux de ces dépôts qui présentent les caractères d'une « édition » physique (DVD habillé et présenté sous jaquette imprimée) émanent pour une part d'acteurs modestes (particuliers, petites associations) mais également de musées, d'hôpitaux, de syndicats d'économie mixte, de centres de formation, etc. – voire de sociétés de production d'audiovisuel – qui n'utilisent ce vecteur qu'occasionnellement comme outil de communication, à côté d'un recours plus régulier à l'imprimé ou au Web. Chaque année, environ 30 % des déposants effectuent le dépôt légal pour la première fois. Ce sont dans leur immense majorité des petits et micro-déposants.

Un exemple : les éditeurs référencés sur le portail documentaire des métiers d'art

Dans des secteurs de « niche » fleurit une petite, voire une micro-édition vidéo qui est peu ou pas prise en compte dans les études sur le marché de l'audiovisuel. Cette édition peut faire l'objet d'un travail de collecte méthodique au titre du dépôt légal lorsque des ressources documentaires la font tant soit peu sortir de l'ombre. Tel est le cas de l'audiovisuel de formation ou de promotion des métiers d'art, référencé sur le portail documentaire de la SEMA (devenu Institut national des métiers d'art). Entre 2008 et 2011, les contacts pris ont permis d'obtenir 89 dépôts d'éditions DVD émanant de 25 déposants : particuliers, sociétés de production audiovisuelle ou lieux de formation. 18 disposent d'un catalogue de 1 à 3 titres, 5 de 4 à 7 titres, les 2 restants ayant déposé respectivement 11 et 25 titres.

Multimédias

Multisupports	Déposants	Dépôts	Ratio dépôt / déposant
2003-2005	909	5 880	6,47
2004-2006	1 045	7 110	6,80
2005-2007	1 091	8 280	7,59
2006-2008	1 139	7 660	6,73
2007-2009	1 139	7 105	6,24
2008-2010	1 175	6 629	5,64
2009-2011	1 215	6 631	5,46

Monosupport	Déposants	Dépôts	Ratio dépôt / déposant
2003-2005	882	8 404	9,53
2004-2006	1 006	9 824	9,77
2005-2007	1 058	10 453	9,88
2006-2008	1 070	10 557	9,87
2007-2009	776	9 062	11,68
2008-2010	909	8 374	9,21
2009-2011	738	7 367	9,98

À deux exceptions près (les années 2005-2007 pour le multisupports, 2007-2009 pour le monosupport) et contrairement aux deux autres médias audiovisuels, le rapport entre le nombre de dépôts et le nombre de déposants multimédias est relativement stable sur la période concernée, signe que la micro-édition fut toujours présente de manière significative au sein du dépôt légal multimédias. En effet, les associations et les collectivités territoriales, notamment, ont depuis longtemps adopté les facilités techniques permises par le multimédia (supports enregistrables etc.) pour communiquer auprès d'un public souvent restreint.

Musique imprimée

On peut distinguer deux grands secteurs de l'édition de partitions : celui de la musique de variété ou "légère", qui édite les formats de chansons liés à la production phonographique, et celui de la musique "sérieuse" ou savante. En règle générale, les notices de partitions de musique "légère" sont publiées dans la rubrique "121. oeuvres vocales profanes, 1 ou 2 voix solistes" du cadre de classement de la *Bibliographie nationale française – Musique*.

	2009	2010	2011
Œuvres instrumentales	755	855	880
Œuvres vocales (avec ou sans accompagnement)	589	617	696
Œuvres scéniques	40	15	35
Œuvres théoriques	64	62	55
Œuvres pédagogiques	64	62	55
Collections	15	19	23
Autres œuvres musicales	42	85	43
Total	1 509	1 663	1 758

En 2011, 2 501 dépôts ont été enregistrés. La forte augmentation par rapport à 2009 et 2010 s'explique par une quantité beaucoup plus importante de musique "légère" : 1 209 dépôts en 2011, contre 403 en 2010 et 294 en 2009. On remarque également une progression des dépôts de musique "sérieuse" : 1 207 en 2009, 1 258 en 2010 et 1 292 en 2011.

Le nombre de déposants connaît une relative stabilité depuis 2009. Parmi ceux-ci, les auto-éditeurs représentent une faible part des dépôts (3,3 %).

Liste des principaux déposants	2011
Universal music publishing	680
Warner chappell music France	406
Lafitan	204
Henry Lemoine	196
La Boîte à chansons	103
Peermusic	100
Gérard Billaudot	96
Robert Martin	88
Delatour France	74
Le Chant du monde	37

La répartition géographique des déposants montre que l'Île-de-France reste la région qui concentre le plus grand nombre d'éditeurs (45,2 % du total en 2011, dont plus de 29 % pour Paris).

La musique « légère »

Près de 90 % des dépôts sont effectués par les deux grandes majors de l'édition de chansons :

- Universal music publishing France: 680 dépôts en 2011 (56,2 %)
- Warner Chappell music France: 406 dépôts (33,6 %)

La musique « sérieuse »

Les grandes tendances éditoriales évoluent peu. L'édition pédagogique conserve une place importante. Plusieurs éditeurs ont développé plus spécifiquement un catalogue de pièces instrumentales à vocation pédagogique, ce qui explique la progression du nombre de notices publiées dans la rubrique "030. musique de chambre" du cadre de classement de la *Bibliographie nationale française – Musique*. Les éditeurs proposant des pièces adaptées aux pratiques collectives de musiciens amateurs (harmonies et fanfares, chorales) font partie des déposants les plus importants. En revanche, les éditions critiques de partitions représentent toujours une faible part des dépôts. En 2011, le nombre de partitions de musique contemporaine a augmenté, la veille ayant porté en priorité sur ce secteur.

Documents cartographiques

Le champ des documents cartographiques couvert par le dépôt légal étant vaste, la typologie des documents reçus est très variée : à côté des traditionnels atlas, cartes et plans sont donc présents les guides-itinéraires de randonnée, les globes, les jeux géographiques, etc. Les domaines thématiques couverts sont eux aussi multiples : cartes et guides du ciel, atlas de végétation, cartes routières, mais aussi atlas pour tout-petits ou cartes imaginaires, preuve s'il en est de la forte appropriation de l'outil cartographique par le grand public.

Le nombre d'entrées enregistrées en 2011 est en baisse sensible par rapport au chiffre de l'année 2010 (2 633 en 2011, contre 3 458 en 2010), mais cette baisse est à relativiser par plusieurs dépôts importants qui n'ont été envoyés et traités qu'en janvier 2012.

Le principal déposant reste à ce jour l'IGN (Institut géographique national, renommé en janvier 2012 Institut national de l'information géographique et forestière), qui représente 23,8 % des dépôts enregistrés (en hausse par rapport à 2010). Malgré le grand nombre d'éditeurs, les dépôts sont majoritairement le fait de quelques producteurs publics ou privés. Voici la liste, pour 2011, de ceux qui totalisent plus de cent documents déposés :

Liste des principaux déposants	2011
Institut géographique national (IGN)	628
Agence cartographique de la Régie autonome des transports parisiens (RATP)	410
Division géographique de la direction des archives du Ministère des Affaires étrangères	203
Cartothèque E.G.G.	183
Editions Blay-Foldex	128
Fédération française de course d'orientation	119

À signaler la présence inhabituelle, dans cette liste, du ministère des Affaires étrangères, dont le dépôt de 203 cartes correspond à une régularisation de plusieurs années de production. À l'inverse, le service cartographique de la manufacture des pneumatiques Michelin, qui n'a déposé sa production 2011 qu'à partir de la toute fin de l'année, est absent de cette liste alors qu'avec plus de 200 documents produits chaque année, il est l'un des principaux déposants.

La relative stabilité de la production de documents cartographiques en France ces dernières années, ainsi que la multiplicité des petits éditeurs, montrent que, malgré l'engouement pour la cartographie numérique collaborative et pour les GPS, les cartes, guides et atlas sur support papier restent plébiscités par le public. Certains types de documents (ex. : cartes géologiques, cartes célestes) pourtant majeurs dans le domaine cartographique, représentent un faible pourcentage des dépôts, compte tenu de leur rythme de renouvellement, plus faible par exemple que celui des brochures cartographiques gratuites éditées par les offices de tourisme.

La vigueur des milieux associatifs français a encouragé la diffusion de documents à même d'accompagner les individus ou groupes désireux de découvrir un territoire donné. C'est ainsi qu'on constate un fort développement des itinéraires thématiques, comme les chemins de pèlerinage vers Saint-Jacques de Compostelle, ou les cartes de découverte gastronomique ou artisanale des régions françaises. Les communes se dotent de plus en plus de plans gratuits diffusés par les offices de tourisme, qui sont une précieuse source d'information géographique au sens large. Outre les cartes topographiques traditionnelles, les loisirs et les sports représentent toujours une part non négligeable des cartes produites, avec une diversification accrue des cartes VTT, des chemins d'escalade, ou des fonds de cartes de courses d'orientation : ces documents offrent un aperçu précieux et précis sur certains secteurs cartographiquement peu connus par ailleurs.

En 2011 comme depuis quelques années, les globes et objets géographiques, désormais essentiellement produits à l'étranger et revendus en ligne sans importateur spécifique, ne font plus l'objet de dépôts aussi réguliers que par le passé, malgré leur importante commercialisation.

Estampes et photographies

En charge du dépôt légal des documents graphiques et photographiques, le département des Estampes et de la photographie collecte et conserve une grande variété de types de documents : estampes, affiches, livres d'artiste, mais aussi posters, calendriers, marque-pages, cartes postales ou cartes publicitaires, etc.

Plusieurs secteurs du département traitent ce dépôt légal éditeur et imprimeur selon la nature du document déposé :

- Estampes et livres graphiques
- Affiches
- Imagerie
- Photographie

On notera en préambule que l'arrivée des technologies numériques provoque des changements profonds dans la création artistique et les modes de diffusion des images, changements qui ont des répercussions importantes sur le dépôt légal, quel que soit le secteur concerné.

	2009	2010	2011	Total 2009-2011
Imagerie	6 070	6 960	6 823	19 853
Affiche	6 221	6 200	704	13 125
Gravure	1 007	1 215	682	2 904
Livre d'artiste	134	117	143	394
Photographie	24	62	34	120

Estampe contemporaine

Documents collectés :

- Estampes contemporaines (en planche ou en portfolio),
- livres d'artistes,
- graphzines (ou livres graphiques),
- publications d'artistes (jeux, cartes postales, posters, flyers, stickers, badges, ephemera ... toute création originale imprimée, multipliée, éditée, de préférence sur support papier)

On constate une diminution des dépôts. En 2011, 825 pièces ont été reçues : 682 estampes (planches et portfolios), graphzines et autres ; 143 livres d'artistes. A titre de comparaison, les pièces reçues en 2009 étaient au nombre de 998 (870 estampes, graphzines, et autres, 128 livres d'artistes) et, pour 2010, 1 141 (1 007 estampes, graphzines, et autres, 134 livres d'artistes).

Déposants :

En 2011, sur les 74 déposants, 42 sont des artistes, 32 sont des personnes morales, autrement dit, 56% des déposants s'autoéditent. Ces derniers réalisent 62 % des estampes produites déposées. Les artistes, depuis toujours « auto-éditeurs », impriment et diffusent eux-mêmes leurs estampes.

Les éditeurs occasionnels (centres d'art, musées, écoles des beaux-arts, etc.) sont de plus en plus nombreux. Les associations de gravure, éditant des gravures commercialisées par souscription, font partie des déposants réguliers. Alors que, dans le passé, les professions d'imprimeur et d'éditeur étaient bien distinctes, elles tendent à se fondre actuellement : les éditeurs sont de moins en moins nombreux, ce qui contraint les imprimeurs à devenir eux-mêmes éditeurs. Leur nombre diminue également : les ateliers fermant, la production d'estampes décroît, première explication à l'érosion du nombre de documents déposés.

Par ailleurs, on constate une diminution du nombre de tirages auxquels procèdent les artistes et les éditeurs : la loi ne prévoit pas un nombre minimum à partir duquel le dépôt doit être effectué. Il n'est pas rare, notamment avec les techniques numériques, que ce tirage soit de 10-15 épreuves. Le prix de vente de ces estampes est alors élevé, non seulement parce que le coût de fabrication est important, mais aussi parce que l'épreuve est rare. Le développement

des impressions à la demande a pour conséquence, bien souvent, l'absence d'une épreuve réservée au dépôt légal.

Affiche

Le dépôt légal des affiches est effectué principalement pas les imprimeurs. Si les commanditaires d'affiches peuvent être assimilés à des éditeurs, ils n'ont pas pour fonction première d'éditer des affiches et ne forment pas une catégorie professionnelle en tant que telle.

En 2011, 709 affiches ont été déposées. Ce chiffre est en baisse radicale par rapport aux années précédentes car la plus importante imprimerie spécialisée en grands formats en Ile de France (*Impression & services*), a été placée en liquidation judiciaire et n'a donc pas effectué de dépôt en 2011. Elle était le leader historique de l'imprimerie d'affiches en France et déposait auparavant à elle seule environ 6 000 affiches par an : (à titre d'exemple : 6 221 affiches en 2009, 6 200 en 2010). Un dépôt de substitution avait été négocié de sorte que les fichiers numériques étaient substitués au dépôt de tirages papier.

Imagerie

Par imagerie, on entend toutes sortes de petites images imprimées et éditées, telles que les cartes postales, les posters, les calendriers illustrés, les albums à colorier, etc. A ainsi été constitué depuis le XIXe siècle un fonds atypique, unique en France par sa diversité et son ampleur.

L'imagerie représente, en volumétrie, le premier secteur de dépôt légal du département : 6 322 documents reçus en 2009, 6 729 en 2010, 6 966 en 2011, soit environ 55% des pièces entrant au titre du dépôt légal aux Estampes.

Photographie

Le dépôt légal de la photographie a été alimenté jusqu'en 1998, essentiellement par des tirages fournis par les agences. Par le biais de commandes spécifiques ou de commercialisation des images, elles offraient aux photographes un moyen de diffusion. Ces agences ont cessé de déposer des tirages matériels lorsqu'elles sont passées au support numérique. Le dépôt légal de ces agences passe dorénavant par la collecte de leur site Internet grâce au dépôt légal du Web.

Le dépôt légal connaît, d'autre part, une réduction significative en raison du passage des tirages photographiques dans une ère nouvelle, celle du marché de l'art, de la valeur muséale. Les oeuvres existent à peu d'exemplaires et sont généralement plus proches de l'objet d'exposition que du tirage photographique canonique. Les dispositions concernant le dépôt légal s'y appliquent donc de plus en plus difficilement. Cependant la diminution de ce type d'entrées est contrebalancée de manière importante par les donations d'oeuvres consenties par les auteurs.

Sites Web

Dans la continuité de l'esprit du dépôt légal français, la collecte « large » de l'Internet français, réalisée une fois l'an, permet de constituer un échantillon dont le volume est suffisamment représentatif des contenus présents sur le Web national.

Le dépôt légal de l'Internet a été mis en place par la loi DADVSI de 2006, puis codifiée dans le Code du Patrimoine. Son décret d'application, paru en décembre 2011, donne la définition de son périmètre : l'ensemble des sites enregistrés sous le TLD (Top Level Domain – domaine de premier niveau) .fr, les sites ayant une autre extension mais édités par des personnes physiques ou morales domiciliées en France, et enfin les publications produites sur le territoire national même si elles sont diffusées par une société étrangère.

Faute d'exhaustivité – impossible au vu de la masse et de la volatilité des contenus de l'Internet –, l'objectif de ce dépôt légal est de constituer un échantillon représentatif des contenus qui y sont présents. À cette fin, la BnF combine deux types de collecte :

- des collectes « larges », annuelles, qui prennent en compte tous les contenus de l'Internet français sans discrimination par sujet, type d'émetteur ou forme éditoriale ;
- des collectes « ciblées » de quelques dizaines de milliers de sites sélectionnés par des agents de la BnF ou d'établissements partenaires (autres bibliothèques, laboratoires de recherche, associations).

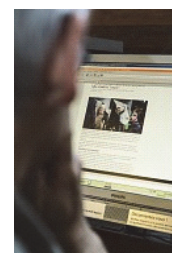
Ce rapport s'intéresse essentiellement aux résultats des collectes larges, et ne concerne donc pas l'ensemble des contenus capturés au titre du dépôt légal de l'Internet. En effet, les collectes larges, massives et entièrement automatisées, portent sur plusieurs milliards de fichiers et peuvent à ce titre être considérées comme représentatives. Les collectes ciblées en revanche prospectent plus spécifiquement certains champs. Il faut cependant noter deux éléments infléchissant la nature des collectes larges :

- pour des raisons pratiques, la BnF s'est concentrée jusqu'à aujourd'hui sur le TLD .fr. En effet, grâce à un accord avec l'Association française pour le nommage Internet en coopération (AFNIC), elle dispose de la liste exhaustive des noms de domaine .fr et .re (Île de la Réunion).
- les technologies de capture utilisées par la BnF (robot de moissonnage ou « *crawlers* ») collectent mieux les fichiers statiques (textes, images) que les fichiers dynamiques ou interactifs (animations, documents audiovisuels diffusés en flux).

Les volumes archivés sont en augmentation en 2011, ce qui correspond à la fois :

- à l'augmentation continue du volume de données sur le Web, et notamment au dynamisme du .fr,
- à l'élargissement progressif du champ de la collecte, qui s'étend au-delà du périmètre initial du .fr, tout en demeurant dans les limites du domaine français tel qu'il est défini par la partie réglementaire du Code du patrimoine.

Indicateur	Total 2011
Noms de domaines de départ	2 668 534
Noms de domaines collectés	3 018 844
URL collectées	1 092 181 445
TLD	291
Types MIME	3 323
Poids compressé (To)	32,64
Durée (semaine)	11



David Paul Carr/BnF

Dans ces indicateurs de référence, il faut distinguer ceux qui caractérisent spécifiquement les collections de la BnF ou les procédures de collecte (nombre d'URL, poids, durée de collecte), et ceux qui peuvent s'appliquer, en supposant la représentativité de l'échantillon, à l'ensemble de l'Internet français. Seuls ces derniers sont commentés.

Répartition des URL collectées par code réponse HTTP

Code réponse HTTP	URL collectées	%
200 (réponse positive)	909 351 352	83,3 %
400 (document non trouvé)	91 220 423	8,4 %
300 (redirections)	72 551 648	6,6 %
1 (requête DNS)	15 986 377	1,5 %
500 (problème technique)	3 070 511	0,3 %
autres	1 134	0,0 %

Cette répartition donne une caractérisation technique des URL présentes sur l'Internet. La plupart d'entre elles renvoient un code 200, c'est-à-dire que l'URL trouvée par le robot d'archivage correspond bien à un fichier. Ces fichiers peuvent généralement être assimilés à des unités documentaires traditionnellement manipulées par les bibliothèques : un rapport en pdf, une image en jpg, une page de texte en html.... À l'inverse, les autres codes réponses ne correspondent pas à des documents mais constituent un gisement de données propres au Web : codes en 400 pour des erreurs de page, en 300 pour des redirections, en 500 pour des non-réponses de serveurs. La part considérable des erreurs de la famille 400 (8,4% des collections) soulignent la haute volatilité des contenus Web.

Répartition des URL collectées par TLD

TLD	URL collectées	%
fr	679 681 393	62,4 %
com	297 657 691	27,3 %
net	22 623 540	2,1 %
org	19 059 280	1,8 %
dns	15 986 377	1,5 %
uk	7 249 798	0,7 %
eu	6 435 725	0,6 %
ch	3 197 721	0,3 %
be	3 108 707	0,3 %
info	2885525	0,3 %
autres TLD	24 753 057	2,9 %



David Paul Carr/BnF

Au total, malgré une liste de départ centrée sur le .fr, 291 domaines de haut niveau sont représentés dans la collection. Ceci montre que l'Internet est un immense réseau de liens entre le .fr et d'autres extensions sectorielles ou géographiques (.com, .net, .eu, .de...).

Certes, on constate sans surprise que la proportion de sites collectés enregistrés en .fr est importante (plus de 62 %). Mais elle est légèrement moins forte qu'en 2010 (67 %), signe d'une extension progressive du champ du dépôt légal. Les TLD géographiques sont très localisés en Europe : certains pays limitrophes (Belgique, Allemagne, Suisse, Grande-Bretagne) sont représentés car les paramètres de moissonnage acceptent les redirections et nombre d'entre elles pointent vers des sites hébergés dans les pays voisins. Ces chiffres indiquent que les collectes du Web par la BnF restent globalement concentrées sur le périmètre français, conformément à sa mission.

Répartition des URL collectées par type MIME

Type MIME (par catégorie)	URL collectées	%
texte	651 203 675	59,7 %
image	394 074 939	36,2 %
application	41 694 824	3,9 %
audio	595 300	0,1 %
vidéo	524 735	0,1 %

Top 10 des types MIME	URL collectées
text/html	596 310 890
image/jpeg	273 409 778
image/gif	61 928 204
image/png	53 676 306
text/dns	15 986 373
text/xml	13 068 844
text/css	12 344 915
text/plain	10 996 776
application/pdf	10 148 523
application/x-javascript	8 700 553

Le type MIME offre une caractérisation par support, assimilable à la typologie des supports physiques. Pour les images, on notera par exemple la nette domination du JPEG, et la relative équivalence entre GIF et PNG.

La part des fichiers texte et image est manifestement prépondérante si l'on compte en nombre de fichiers. Elle est beaucoup moins nette en revanche si l'on change d'indicateurs de référence : en poids collectés, les fichiers audiovisuels représentent plus du quart de la collection.

Top 10 des noms de domaine

Noms de domaine collectés	URL collectées
co.uk	5 425 512
asso.fr	4 381 038
over-blog.com	2 027 780
blogs.fr	2 007 040
youtube.com	1 915 399
gravatar.com	1 803 658
gouv.fr	1 800 628
google.com	1 351 468
org.uk	1 336 230
free.fr	1 318 829

La BnF alloue un « budget » de 10 000 URL à chaque nom de domaine de départ mais autorise les redirections et la collecte des éléments liés. Ainsi, certains noms de domaine peuvent être surreprésentés. La liste des noms de domaine collectés les plus importants montre une forte proportion de plates-formes de blogs (over-blog.com, blogs.fr) ainsi que des domaines de second niveau français (.asso.fr, .gouv.fr). À noter, le maintien de nombreux domaines de second niveau anglo-saxons (.co.uk, .org.uk), là encore en raison de redirections depuis des noms de domaine en .fr.

Le domaine de second niveau .gouv.fr est particulièrement bien représenté puisqu'il fait partie de cette liste. Il regroupe la plupart des sites des administrations centrales et déconcentrées et offre ainsi une bonne représentativité des publications officielles françaises, avec 1,8 million d'URL collectées.

Répartition des noms de domaine par tranche d'URL collectées : nombre de dépôts par déposant

Nombre d'URL collectées	Noms de domaine collectés	%
inférieur à 10	1 707 046	56,5 %
entre 10 et 10 000	1 273 190	42,2 %
supérieur à 10 000	38 608	1,3 %
Total	3 018 844	100 %

98,7 % des noms de domaine collectés ont moins de 10 000 URL : comme la BnF collecte jusqu'à 10 000 URL par nom de domaine, on peut considérer la collecte de ces domaines comme complète.

D'un autre côté, la moitié des noms de domaine peuvent être considérés comme « vides » ou « pratiquement vides » (inférieurs à 10 URL). Ce sont des sites inactifs (seul le nom de domaine a été réservé mais aucune page n'a été créée) ou des sites creux d'une seule page destinés réserver le nom de domaine ou rediriger vers un autre nom.

Focus : dématérialisation de l'édition de périodiques

Le phénomène de migration de l'édition de périodiques

Sur la période 2006-2011, le service des entrées périodiques a identifié 1 038 migrations de support, 2006 étant la date à partir de laquelle cette information a commencé d'être comptabilisée. Sur ces 1 038 migrations, une grande majorité s'est faite vers la publication en ligne, à raison de 934 titres concernés, pour seulement 104 ayant opté pour une diffusion par mail. Les données recueillies permettent de dresser une vue d'ensemble statistique de ce phénomène.

Si on entre dans le détail, sur la période 2009-2011, on constate que le nombre de migrations enregistrées croît chaque année, passant de 221 en 2009 à 439 en 2011. Il convient cependant de tempérer ces chiffres en rappelant que cette augmentation peut être en partie due au circuit de traitement. On retiendra qu'en moyenne, sur les trois dernières années, on enregistre à peine plus de **300 migrations par an**. Sur la même période, la moyenne des cessations, abandons et migrations cumulés est d'environ 2 800 par an. La proportion des migrations s'établit donc à un peu plus de 10 % du nombre annuel de titres disparus.

Par disciplines, on constate que le domaine des sciences économiques, juridiques et sociales est très nettement en tête, représentant 60,17 % du total. Ceci est lié à la forte proportion des **publications officielles**, souvent classées dans les rubriques « administration publique » ou « administration territoriale ». Le poids des grands éditeurs publics ayant fait le choix d'une dématérialisation de leurs contenus se fait particulièrement sentir. On peut citer pour exemple le Centre national de la documentation pédagogique qui publie depuis quelques années directement et uniquement en ligne tous les rapports de jurys de concours. Certains de ces éditeurs mettent en place une stratégie double de diffusion de leurs publications, à l'image de la Direction de l'information légale et administrative qui publie sous la marque La Documentation française, ou encore de France Agrimer. Les informations et données brutes ont vocation à être publiées uniquement en ligne, tandis que les documents d'analyse et de prospective restent diffusés au format imprimé, tout en étant également proposés au format numérique. La proportion des publications officielles sur le total des publications migrant vers le format numérique s'établit ainsi à 51,25 %. La part des **sciences pures et appliquées** est également élevée, avec un total cumulé de 22,5 %, soit presque le quart des publications migrées. On peut en déduire que les publications officielles et les publications scientifiques sont les typologies de publications qui migrent le plus, en réponse dans un cas à la politique de modernisation de l'administration et d'ouverture des données publiques, dans l'autre à des choix éditoriaux permettant une mise à disposition plus rapide des dernières découvertes auprès de la communauté scientifique.²⁸

Il reste assez difficile de dessiner la typologie fine des publications numériques migrées. En effet, les statistiques dont dispose la BnF concernent la publication originale au format imprimé, et non la publication de destination au format numérique. On se bornera à constater que le plus souvent, ce sont des publications de type *newsletters* qui choisissent le mode de diffusion par mail. Les publications qui migrent vers une **diffusion en ligne** sont plus aisément analysables car elles sont collectées dans le cadre du dépôt légal de l'Internet créé en 2006²⁹. A partir du moment où la migration de la publication est annoncée avec une URL de consultation, celle-ci est collectée automatiquement. Le but est d'assurer la continuité des collections du dépôt légal, quel que soit le support de publication. Les remarques qui suivent proviennent d'une analyse des publications collectées dans ce cadre.

Plusieurs constatations peuvent être dressées, notamment le fait que plusieurs modèles éditoriaux coexistent, les exemples donnés illustrant la diversité des publications ayant fait le choix de la migration.

²⁸. Pour le détail des statistiques concernant la répartition des disciplines et la proportion des publications officielles, voir le Réservoir.

²⁹. Pour en savoir plus, voir la page consacrée au dépôt légal de l'Internet sur le site de la BnF : http://www.bnf.fr/fr/professionnels/depot_legal/a.dl_sites_web_mod.html

- La plupart du temps la publication est proposée au format PDF (peu coûteux et simple à produire) au sein du site Web de l'éditeur, avec ou sans fonction d'archivage des publications antérieures (on parle en ce cas d'autoarchivage). Généralement elle conserve la même maquette, la même périodicité et les mêmes caractéristiques, seul change le mode de diffusion. Ce modèle se retrouve autant dans le cas d'un bulletin de liaison associatif, comme *La lettre de l'Association des amis de l'art rupestre saharien*³⁰, que dans celui d'une publication scientifique, comme *Les dossiers de la mondialisation*³¹.
- De manière moins fréquente, la publication est proposée en page Web dynamique avec des fonctions de navigation interne et/ou externe, des sommaires, ainsi que des index auteurs et sujets. La publication conserve cependant les caractéristiques classiques d'une revue, notamment la parution en fascicules ou volumes successifs. La revue *Diotime l'agora*³² abandonne son édition papier en 2003 pour proposer ce type de fonctionnalités grâce à sa diffusion en ligne au sein du portail du Scéren « educ-revues.fr ». Ce modèle se retrouve plus fréquemment dans le cas de publications scientifiques, car il offre des facilités intéressantes pour la recherche.
- D'autres modèles de migration en ligne existent, notamment celui où la publication est remplacée par un site Web. On peut citer *La vie des idées*³³, qui arrête sa publication imprimée en 2007 pour exister sous la forme d'un site à mise à jour permanente. La publication peut également être proposée dans un format électronique reproduisant le mode de lecture magazine par feuilletage, notamment grâce aux plateformes [Calameo](http://calameo.com) et [Issuu](http://issuu.com), qui proposent également des formules pas à pas pour la production des documents. Par exemple, *Le bulletin de la Fédération française de pêche mouche & lancer*³⁴ est disponible sur Calameo depuis 2010.
- Le modèle éditorial choisi peut encore être une compilation de plusieurs de ces modèles, par exemple la diffusion en page Web dynamique couplée à la possibilité de télécharger le PDF. C'est le choix éditorial qui a été fait par l'INSEE pour la migration de ses différentes publications. On peut également citer *Les cahiers du CEVIPOF*³⁵ qui proposent à la fois le téléchargement des numéros au format PDF et la visualisation au format liseuse sur issuu.com.

Aucune statistique sur l'autoarchivage n'a pu être enregistrée. Néanmoins on constate que cette fonctionnalité est de plus en plus fréquente, y compris dans le cas des *newsletters*. Des archives antérieures à la date de la migration sont proposées de manière croissante, soit que pendant un temps la publication ait été disponible sur les deux formats, soit qu'un archivage rétroactif ait été mis en place.

Plusieurs modèles financiers existent. La publication est assez souvent disponible gratuitement et librement, c'est généralement le cas des bulletins de liaison, ainsi que des publications officielles comme *Les recueils des actes administratifs de la Vienne*³⁶. Bien souvent cela coïncide avec la diffusion au format PDF sur le site Web de l'éditeur. Parfois l'accès peut se voir soumis à authentification et mot de passe, bien que la publication soit gratuite. C'est notamment le cas des lettres d'entreprises ou des lettres à destination d'un public de partenaires, de clients, voire d'adhérents. On peut citer les *Nouvelles brèves, la lettre de la Confédération nationale du Crédit Mutuel*³⁷, disponible sur identification. Le deuxième cas le plus fréquent est la diffusion payante, qui nécessite de souscrire un abonnement. L'authentification peut se faire par login et mot de passe ou par reconnaissance IP. En général, le modèle choisi correspond à ce qui était pratiqué pour la diffusion de l'édition papier : un abonnement papier payant est généralement remplacé par un abonnement

³⁰ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb38821295k/PUBLIC>

³¹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41468251x/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb413801858/PUBLIC> (édition numérique)

³² <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb369515650/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40925928h/PUBLIC> (édition numérique)

³³ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb391995366/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42130523k/PUBLIC> (édition numérique)

³⁴ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40152976w/PUBLIC>

³⁵ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb344250069/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42455246j/PUBLIC> (édition numérique)

³⁶ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34385687v/PUBLIC>

³⁷ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34428221g/PUBLIC>

électronique payant. On peut choisir de s'abonner à la revue ou d'acheter au numéro, voire à l'article. C'est le cas de la revue scientifique *Biomedecine & pharmacotherapy*³⁸ éditée par Elsevier-Masson et diffusée uniquement par abonnement électronique depuis 2010. Pour les publications scientifiques, un accès libre et gratuit peut être proposé aux sommaires et aux résumés des articles. A la frontière de ces deux modèles, on trouve le modèle mixte du « mur payant ». Dans le cas de *Diotime*, déjà citée, l'abonnement à la revue est payant mais les articles remontant à trois ans et plus sont accessibles gratuitement et intégralement.

Coexistence des diffusions numérique et papier

La dématérialisation de l'édition de périodiques semble résider moins dans la substitution de la diffusion numérique à la diffusion papier que dans une diffusion utilisant les deux canaux simultanément. On constate en effet qu'un nombre de plus en plus élevé de publications se déclinent sur plusieurs supports et formats. Ce phénomène est commun à tous les types de publications : *newsletters* (les bulletins édités par les diverses délégations de la Ligue pour la protection des oiseaux sont presque systématiquement disponibles au format imprimé et au format numérique, voir par exemple le bulletin de la délégation de l'Aude *LPO Infos Aude*³⁹), bulletins municipaux ou de communautés de communes (*Le Journal de la Communauté de communes Tarn & Dadou*⁴⁰), revues scientifiques (*La Recherche*⁴¹), publications officielles dont *Le Journal officiel. Lois et décrets*⁴², presse confessionnelle (*Echos protestants de Touraine*⁴³), etc. La presse magazine, incarnée notamment par de grands éditeurs tels Prisma Presse, Mondadori ou Laffont Presse, et surtout la presse d'information générale consacrent depuis quelques années de gros investissements à leur stratégie numérique. Sont concernés aussi bien les féminins, les revues de jardinage, de sport mécanique, la presse quotidienne, etc. L'objectif pour ces grands éditeurs est d'être présents sur tous les canaux, aussi bien physiques que dématérialisés, de façon à pouvoir toucher le lectorat où qu'il soit. Leur stratégie est double, mêlant le maintien de la marque par un positionnement fort de l'édition imprimée en kiosque ou en abonnement, et le passage progressif de leur catalogue de titres vers le numérique : sites Web, applications pour terminaux mobiles (smartphones et tablettes), présence sur les kiosques numériques (vente d'abonnements numériques au titre ou par bouquets).

Etude d'un cas particulier : la presse et les sites d'information générale

Le secteur de la presse d'information générale offre un exemple particulièrement intéressant de stratégies de pluralité de supports. Dans le cadre du dépôt légal de l'Internet, des sélections sont opérées par la BnF, en vue d'obtenir une collecte représentative des sites Web d'information et de presse en France, dans leur diversité d'orientation et de contenu. Deux collectes couvrent la presse en ligne.

Le premier ensemble est constitué de sites d'actualité, collectés quotidiennement, avec une capture des « unes » des sites et des articles qui y font l'information du jour. Les éléments les plus « profonds » peuvent ne pas être atteints par le robot de collecte (archives, forums). En termes de données collectées, il s'agit chaque mois de 9 à 11 millions d'URL collectées, soit entre 50 et 70 Go de données (chiffres de 2011). Les sites sélectionnés correspondent aux principaux sites d'information en ligne, ils ne se limitent donc pas à ceux des grands quotidiens. Fin 2011, 98 sites entrent dans cette collecte et sont répartis entre plusieurs thèmes : la presse quotidienne régionale (47 titres), la presse quotidienne nationale (13), les

³⁸ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34385659m/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40134618z/PUBLIC> (édition numérique)

³⁹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42423386z/PUBLIC>

⁴⁰ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb414193909/PUBLIC>

⁴¹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb343489371/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb375857438/PUBLIC> (édition numérique)

⁴² <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34378481r/PUBLIC> (édition imprimée), et <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42729051f/PUBLIC> (édition numérique)

⁴³ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb42620938c/PUBLIC>

*pure players*⁴⁴ (11), les portails d'information (9), la presse magazine (8), les sites d'information technologique (4) et 1 site d'agence de presse⁴⁵.

Cette collecte suit l'évolution de la presse en ligne, pour en garder le caractère représentatif. La fin de l'année 2011 et le début de 2012 ont été riches en apparitions et disparitions de titres, illustrant à quel point les évolutions dans le domaine de la presse quotidienne numérique sont rapides. Parmi les titres ajoutés, on pourra notamment citer le [Huffington Post](#), dont le site en version française a été mis en ligne le 23 janvier 2012, et qui se trouve dès le début de sa parution dans les collections des archives de l'Internet. Cet ajout à la collecte s'est fait parallèlement au retrait du [Post](#), dont l'adresse a redirigé dès le 23 janvier vers le site du [Huffington Post](#). Parmi les autres titres retirés de la collecte, on pourra également mentionner le portail d'Orange [2424actu.fr](#), actif jusqu'au 14 décembre 2011, ou bien plus récemment les titres [lavoixeco.com](#) et [lavoixdessports.com](#), qui ont été transformés depuis le 30 mai 2012 en sous rubriques du site de [La Voix du Nord](#), également collecté. Au-delà de la disparition ou de l'apparition de titres dans leur entier, de nombreux changements ont pu être observés au jour le jour au cours de l'année 2011. Ainsi, plusieurs quotidiens nationaux ([lemonde.fr](#), [lefigaro.fr](#) et [liberation.fr](#)) ont modifié leurs bandeaux de rubriques, ce qui peut paraître un remaniement mineur mais qui correspond à une réelle restructuration éditoriale des contenus proposés.

L'objectif de la seconde collecte, consacrée à la presse, permet une capture plus profonde des sites⁴⁶. Pour cette raison, les collectes se font à un rythme moins dense, une fois par semaine, par mois, par semestre ou par an, selon les titres. Ceux-ci sont en partie choisis pour que cette collecte soit complémentaire avec celle de l'actualité, pour capturer non seulement les contenus informatifs, mais également les écrits sur la presse. On retrouve des thèmes semblables : agences, portails, presses quotidiennes nationale et régionale, magazine, *pure players* mais aussi journalisme et presse alternative. Certains titres se trouvent dans les deux collectes : ainsi, [20minutes.fr](#) est à la fois collecté tous les jours en surface et tous les ans en profondeur. Sont par ailleurs couverts des sites à faible taux de renouvellement qui ne sont pas pris en compte dans la collecte Actualités.

Une observation de ces deux collectes permet de relever plusieurs éléments illustrant comment la presse adapte au numérique ses modèles éditorial et économique. Tout d'abord, la stratégie multisupports est largement choisie par ces titres de presse. La majorité peut en effet se lire sur le support traditionnel, le papier, mais également par l'intermédiaire d'un site Web, souvent conçu pour les navigateurs les plus répandus. Ces sites sont nés dans leur grande majorité soit à la fin des années 1990 ([dna.fr](#), 1995 ; [humanite.fr](#), 1996), soit au milieu des années 2000 ([lefigaro.fr](#), 2006 ; [ecrans.fr](#), 2006). On constate par ailleurs qu'une large part de titres ont pris le tournant du mobile, avec la mention souvent explicite dans les propositions d'abonnement ou sur les unes, de la possibilité d'accès au contenu via une tablette (très souvent l'iPad) ou un smartphone. Ce contenu peut alors être accessible soit via une interface spécifique (application gratuite ou payante selon les cas), soit sous la forme d'un site adapté aux petits écrans (« site mobile »). De même, la présence du titre dans l'offre d'un kiosque numérique ([relay.com](#), [monkiosque.fr](#), [ePresse.fr](#), etc.) est parfois mentionnée. Pour beaucoup de titres, le lecteur, s'il le désire, peut ainsi s'abonner à son journal dans la version papier et/ou dans l'une des versions numériques.

Dans les versants numériques de ces abonnements, il semble se dégager une différence de prise de position entre les titres nationaux et régionaux, même s'il est difficile d'en faire une règle absolue⁴⁷. L'accès à un espace réservé offrant un certain nombre d'avantages aux abonnés, quel que soit leur abonnement, est relativement fréquent, mais ce sont ces avantages qui diffèrent. Ainsi, certains titres de presse nationale payante ([lemonde.fr](#), [lefigaro.fr](#), mais aussi [lamontagne.fr](#)) donnent accès à leurs abonnés à une partie réservée du site du journal, une « éditions abonnés », avec des contenus spécifiques : articles exclusifs, archives des articles

⁴⁴. Le terme *pure players* (selon la base France Terme « distributeurs en ligne ») appliqués aux sites de presse désigne les sites d'information sans édition papier à l'origine, lancés en ligne. Leur statut a été défini par la loi Création et Internet de 2009.

⁴⁵. Chiffres de décembre 2011.

⁴⁶. Cette collecte comptait 197 sites en décembre 2011.

⁴⁷. Difficulté découlant notamment de la toute jeune mise en place de la collecte des parties payantes des sites de presse, qui en est encore à un stade expérimental.

au format HTML, car les articles à l'origine en accès libre passent parfois en accès restreint au bout d'un certain temps. Les titres régionaux, dans leur majorité, préfèrent quant à eux offrir avant tout l'accès aux fichiers au format PDF des éditions ou des articles, possiblement envoyés sur demande sur la boîte mail de l'abonné (leberry.fr, lejdc.fr). Phénomène intéressant, la une est souvent disponible au téléchargement gratuit en format PDF chez nombre de ces journaux régionaux (courrierdelouest.fr, estrepublikain.fr, laprovence.com). Il est en d'ailleurs de même pour les gratuits type 20minutes.fr qui offrent l'édition du jour complète en PDF, ou bien pour humanite.fr, qui, seul, met à disposition l'édition des jours précédents dans ce format.

Les *pure players*, quant à eux, proposent souvent une identification sur le site (identifiant / mot de passe), mais dans un but que l'on pourrait désigner comme « social », c'est-à-dire essentiellement le commentaire des articles disponibles (24matins.fr, atlantico.fr, huffingtonpost.fr), voire la publication dans certains cas.

Tenter une comparaison entre le papier et le numérique s'avère délicat sur le sujet de la presse en ligne car les rythmes de publication, les spécificités des supports offrent des opportunités différentes, bien souvent saisies par les rédactions. Celles-ci sont d'ailleurs séparées (imprimé / Web) dans un certain nombre de cas, bien que cette tendance semble actuellement en cours d'inversion ; on citera ainsi l'exception du gratuit *Métro*, qui a vu depuis les élections françaises de 2012 ses deux rédactions fusionner et la rédaction Web prendre le dessus (phénomène de *reverse publishing*⁴⁸). Si certains titres proposent du contenu exclusif aux abonnés, peu de titres distinguent leur politique éditoriale entre l'imprimé et le contenu en ligne. Il est clair que le grand apport du numérique pour les publications périodiques réside en la possibilité de mettre en ligne des informations en continu et des contenus multimédia : 20minutes.fr met en avant la reprise de certains articles du papier sur le site Web en les enrichissant de flux et de vidéos ; lamontagne.fr permet à chaque journaliste d'alimenter le site avec ce type de contenus. Outre les formats spécifiques au numérique, on trouve également en ligne davantage d'attention portée à l'information locale, voire hyperlocale pour la presse régionale. Au-delà des sites de presse reprenant d'une certaine manière le périmètre d'une publication papier, les blogs de journalistes permettent d'apporter un angle de vue particulier, tout en étant parfois hébergés sur le domaine du journal, comme c'est le cas sur lefigaro.fr, midilibre.fr⁴⁹ ou liberation.fr. Ces blogs (qui ne sont pas toujours tenus par des journalistes) peuvent parfois même se trouver repris sur l'édition papier (cas du *Monde*), montrant à l'extrême à quel point la frontière est floue entre les supports.

Il reste à considérer un dernier cas, celui des *pure players* qui se lancent dans l'aventure du papier. Bien qu'assez rare, ce phénomène est intéressant à évoquer, car il prouve que l'avenir de l'édition de périodiques n'est pas tracé, mais que celle-ci continue au contraire de se réinventer. L'expérience de *Rue 89 le mensuel*⁵⁰ n'a visiblement pas été concluante, puisque le supplément papier de *Rue89*⁵¹ lancé en 2010 a publié son dernier numéro moins de deux ans plus tard, les recettes générées par les abonnements n'étant pas suffisantes. À l'inverse, le magazine papier *Marmiton*⁵², lancé en décembre 2010 à l'occasion des dix ans du site éponyme, est un énorme succès avec un tirage moyen de près de 96 000 exemplaires. Le titre envisagerait d'augmenter prochainement sa périodicité.

⁴⁸ Selon la base France Terme : « rétropublication »

⁴⁹ . Dont les blogs sont hébergés sous midiblogs.com.

⁵⁰ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb422519972/PUBLIC>

⁵¹ <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb41175641p/PUBLIC>

⁵² <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb423428014/PUBLIC>

Liste des indicateurs proposés dans le réservoir

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de livres reçus par dépôt légal	Livres imprimés
Tirage initial médian	Livres imprimés
Prix moyen des ouvrages	Livres imprimés
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant	Livres imprimés
Nombre de dépôts et déposants par département et région de déposants	Livres imprimés
Nombre de dépôts et déposants par catégorie de déposants	Livres imprimés
Liste des 50 principaux déposants par année de dépôt	Livres imprimés
Nombre de dépôts répartis par tranches de tirage initial	Livres imprimés
Lieu d'impression - synthèse	Livres imprimés
Lieu d'impression - détail France	Livres imprimés
Lieu d'impression - détail par pays	Livres imprimés
Nombre de livres signalés dans la Bibliographie nationale française - répartition par classe thématique	Livres imprimés
Nombre de livres par genres (documentaires et fictions)	Livres imprimés
Nombre de publications jeunesse	Livres imprimés
Répartition par pays de publication - synthèse	Livres imprimés
Répartition par pays de publication - détail par année	Livres imprimés
Répartition par langue de publication - synthèse	Livres imprimés
Répartition par langue de publication - détail par année	Livres imprimés
Nombre de livres en langue originale ou traduits	Livres imprimés
Ouvrages traduits par langue originale - synthèse	Livres imprimés
Ouvrages traduits par langue originale - détail par année	Livres imprimés
Nombre de notices de nouvelles collections éditoriales parues dans la Bibliographie nationale française - publications en série	Livres imprimés
Nombre de livres appartenant à une collection éditoriale	Livres imprimés
Nombre de livres jeunesse appartenant à une collection éditoriale	Livres imprimés
Volumétries générales titres vivants	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par pays	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par pays - zoom France	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par pays et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par région France et thématique	Périodiques imprimés

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de titres vivants détail outre-mer et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par langue	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par langue et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants par périodicité et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants Publications officielles	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants Publications officielles par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer et thématique	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer par langue	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer et Publications officielles	Périodiques imprimés
Nombre de titres vivants outre-mer et périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par pays et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par langue et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par périodicité et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par Publications officielles et par année	Périodiques imprimés
Nombre de changements de titres, fusions, scissions, absorptions par thématique et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par pays et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par langue et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par périodicité et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par Publications officielles et par année	Périodiques imprimés
Nombre de cessations de parution par thématique et par année	Périodiques imprimés
Nombre de migrations de support par type de migration	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par pays et région	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par langue	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par Publications officielles	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par périodicité	Périodiques imprimés
Nombre de migrations par thématique	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par pays et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par langue et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par périodicité et année	Périodiques imprimés

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de nouveaux titres par public et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par types de publications en série et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par publications officielles et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par forme d'édition et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres par type de périodique et année	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de magazines par thématique (2011)	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse professionnelle par thématique (2011)	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse académique par thématique (2011)	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse d'expression politique par thématique (2011)	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse syndicale par thématique (2011)	Périodiques imprimés
Nombre de nouveaux titres de presse confessionnelle par thématique (2011)	Périodiques imprimés
Nombre de documents audiovisuels reçus par dépôt légal	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par support et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par grande classe thématique par année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par genre audiovisuel et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par genre multsupport et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par mode de diffusion et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par public ou fonction et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par forme et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par pays de publication et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par langue de publication et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par langue originale et année	Audiovisuel
Nombre de documents audiovisuels par publication officielle et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Phonogrammes	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Phonogrammes	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Phonogrammes	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant - Phonogrammes	Audiovisuel
Nombre de phonogrammes par support et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Vidéogrammes	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Vidéogrammes	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Vidéogrammes	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant - Vidéogrammes	Audiovisuel

Indicateurs	Fichier de consultation
Nombre de vidéogrammes par support et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Multimédias multisupports	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt – Multimédias multisupports	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Multimédias multisupports	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant – Multimédias multisupports	Audiovisuel
Nombre de multimédias multisupports par support et année	Audiovisuel
Nombre de dépôts et déposants répartis selon le nombre de dépôts annuels par déposant – Multimédias monosupport	Audiovisuel
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt – Multimédias monosupport	Audiovisuel
Nombre de déposants par département et région déposant - Multimédias monosupport	Audiovisuel
Nombre de dépôts par département et région déposant – Multimédias monosupport	Audiovisuel
Nombre de multimédias monosupport par support et année	Audiovisuel
Nombre de ressources continues par type de document et année	Audiovisuel
Nombre de ressources continues par périodicité et année	Audiovisuel
Nombre de périodiques vivants par région déposant (2011)	Audiovisuel
Âge médian des périodiques vivants	Audiovisuel
Nombre de cessations de titres	Audiovisuel
Nombre de documents musique imprimée reçus par dépôt légal	Musique imprimée
Nombre de dépôt et déposants musique imprimée par catégorie déposant	Musique imprimée
Nombre de dépôt et déposants musique imprimée par région déposant	Musique imprimée
Liste des 30 principaux déposants par année de dépôt	Musique imprimée
Nombre de notices de musique imprimée parues dans la Bibliographie nationale française	Musique imprimée
Nombre de documents cartographiques reçus par dépôt légal	Documents cartographiques
Nombre des dépôts et déposants par catégorie de déposants	Documents cartographiques
Nombre des dépôts et déposants par département et région de déposants	Documents cartographiques
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt	Documents cartographiques
Nombre de documents cartographiques signalés dans la bibliographie nationale - répartition par classe thématique	Documents cartographiques
Nombre de documents par type de document	Documents cartographiques
Nombre de dépôts et documents reçus par dépôt légal	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Imagerie	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique, 2009-2011 - Imagerie	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Affiche	Estampes

Indicateurs	Fichier de consultation
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Estampe	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique, 2009-2011 - Estampe	Estampes
Liste des 10 principaux déposants par année de dépôt - Livre d'artiste	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique, 2009-2011 - livre d'artiste	Estampes
Liste des déposants par année de dépôt - Photographie	Estampes
Nombre de déposants par localisation géographique, 2009-2011 - Photographie	Estampes
Indicateurs généraux des sites collectés	Sites Web
Top 100 des domaines	Sites Web
Tranches d'URL collectées par domaines collectés	Sites Web
Code réponse HTTP – synthèse	Sites Web
Code réponse HTTP – détail	Sites Web
50 premiers types MIME en URL (par catégorie) – synthèse	Sites Web
50 premiers types MIME en URL (par catégorie) – détail	Sites Web
50 premiers types MIME en poids – synthèse	Sites Web
50 premiers types MIME en poids – détail	Sites Web
20 premiers TLD de départ	Sites Web
20 premiers TLD collectés (URL)	Sites Web
20 premiers TLD collectés (poids)	Sites Web